N° 60
8e Année

de l'Occident Défense

AVRIL
1959

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente : Librairie Dauphine, 58, rue Mazarine, Paris (6e).

Abonnement. — 1 an : 1.500 fr. ; Etranger : 1 an : 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue ***DÉFENSE DE L'OCCIDENT*** à partir du N° ____

NOM ____________________

PRÉNOM ____________________

ADRESSE ____________________

Signature

Abonnements. — **1 an : 1.500 fr.**

Etranger : 1 an : 1.800 fr.

Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 58, rue Mazarine, Paris-6e, C.C.P. 2182-19 Paris.

LA CRISE DE BERLIN

L'affaire de Berlin, il faut bien l'avouer, est un coup fort bien monté qui sanctionne l'immobilisme et le manque d'imagination des Occidentaux.

Depuis quinze ans, les hommes d'Etat responsables de l'Occident n'ont pas su, et surtout n'ont pas voulu, s'occuper réellement de la réunification allemande. Pour les uns, il y avait une secrète satisfaction devant cet état de fait : l'Allemagne était divisée, donc affaiblie, constatation dans laquelle leur germanophobie foncière trouvait une consolation, même lorsqu'ils étaient contraints de se dire européens. Pour les autres, c'était une commodité : une Europe vaticane, une Allemagne d'orientation centriste et de direction catholique, la démocratie partout, les juifs partout, les grosses affaires surveillant tout cela, c'étaient d'excellents ingrédients pour faire au moindre frais la salade appelée Europe. Pour d'autres enfin, c'était une solution de paresse, cette situation de fait évitait l'ennui de prendre des initiatives, grâce à elle, on ne parlait pas de choses ennuyeuses et on pouvait faire indéfiniment l'autruche en remettant les difficultés à un autre temps.

Personne surtout ne se souciait de constater officiellement qu'il était absurde et dangereux que, quinze ans après la fin de la guerre, le traité de paix ne soit pas signé : car il aurait fallu reconnaître, officiellement, du même coup, l'aberration criminelle des hommes d'Etat qui conduisirent la politique mondiale pendant la guerre, ainsi que l'imprévoyance et l'impéritie de leurs desseins.

On se contata donc de vivre *dans le provisoire,* de s'installer sur une ligne de démarcation tracée par les circonstances

entre deux armées d'invasion et on laissa cette ligne de démarcation se cristalliser en frontière ; et, lorqu'il s'agit de de construire la communauté européenne, on ferma les yeux sur la base d'argile qu'on lui donnait ainsi et sur les dangers qu'il y avait à définir une communauté sans définir ses frontières, sans lui en donner même qui fussent juridiquement inattaquables, et par conséquent, en la rendant ainsi vulnérable aux passions et aux chantages.

De tout cela, nous le répétons, il y eut à la fois légèreté, paresse et arrière-pensée. On peut dire qu'il ne pouvait en être autrement sans guerre ; nous retrouverons cette idée tout à l'heure. Mais enfin, au moins fallait-il voir où cette politique d'autruche nous menait. En *oubliant* cet état de fait, en laissant cette frontière d'occasion se consolider indéfiniment, il était clair qu'on acceptait la division définitive et sans appel de l'Allemagne (et les hommes d'Etat de la politique des deux blocs l'acceptaient, en fait, au fond d'eux-mêmes), mais aussi *qu'on en acceptait les conséquences*. Or, parmi ces conséquenil y avait évidemment l'abandon de Berlin, car les puissances occidentales ne pouvaient prétendre occuper indéfiniment, pendant vingt ans, trente ans, cinquante ans, une capitale d'un des Etats du bloc oriental, située de plus au milieu de ses territoires et reliée par un pédoncule de deux cents kilomètres stratégiquement indéfendable.

C'est sur ce point faible de la politique occidentale que les Russes ont attaqué, mais le coup qu'ils jouent peut se développer, comme aux échecs, en toutes sortes de variantes. Car, au fond, tout compte fait, la constitution de Berlin en ville libre (avec les concessions que les Russes sont prêts à faire pour couvrir la retraite des Occidentaux) n'est qu'une fiche de consolation. Ce qui les intéresse bien davantage, c'est de faire sauter la barrière constituée contre eux au cœur de l'Europe en en détruisant le point d'appui essentiel (économique, politique et militaire) qui est l'Allemagne. Le véritable objectif russe est donc, en fait, la dislocation de la Communauté Européenne, la dislocation de l'OTAN et l'ouverture d'une brèche au centre leur permettant de pénétrer politiquement ou militairement en Europe.

⁂

L'objectif ainsi défini, quelles sont donc les ressources de la politique des deux blocs ? Nous n'avons cessé de le répéter

dans cette revue depuis qu'elle existe : la politique des deux blocs ne peut mener qu'à la guerre ou à la reconnaissance de la ligne de démarcation de 1945 comme frontière définitive et sans appel.

Si les Etats-Unis étaient résolus à une troisième guerre mondiale pour Berlin, nous serions opposés de toutes nos forces à cette guerre pour Berlin comme nous avons été opposés de toutes nos forces à la guerre pour Dantzig : mais trouverions cette politique logique et courageuse. Mais, en fait, les Etats-Unis n'ont pas et ne peuvent pas avoir une telle résolution. Leur politique est soumise à tout instant à une opinion publique nerveuse, hystérique, instable dont la pression à l'heure du danger est irrésistible. Elle est obligée de tenir compte des réactions paralysantes d'une coalition disparate. Enfin les Etats-Unis ont prouvé dans le passé qu'ils manquaient de décision et d'énergie.

Les Etats-Unis ont disposé, en effet, pendant plusieurs années de la bombe atomique à une époque où l'U.R.S.S. ne la possédait pas. Ils n'ont pas su analyser leur position à ce moment. Ils n'ont pas su voir que la politique des deux blocs les conduisant inévitablement à la guerre ou à la capitulation, la guerre préventive était une solution nécessaire si elle pouvait être courte, foudroyante et mener à un écrasement presque instantané de l'adversaire. Un gouvernement qui s'est laissé retenir en une telle circonstance par des objections de politique intérieure est incapable d'accepter les risques de la guerre dans les circonstances actuelles beaucoup plus dramatiques pour sa population et beaucoup plus incertaine quant à leur issue. Les Etats-Unis ne feront donc pas pour Berlin une troisième guerre mondiale, et il faut s'en féliciter vivement, mais cela ne fait qu'affaiblir leur position diplomatique.

On peut supposer assurément que les choses n'iront pas toutes seules, qu'il peut y avoir des moments dramatiques, que les Occidentaux iront peut-être même jusqu'à assurer à coups de canon la circulation de leurs convois. Mais quoi ? On peut arrêter un coup de canon, on compte les arrêter même par l'offre d'une conférence générale qui est précisément ce que veulent les Soviétiques. Et si cette situation se produisait, nous serions les premiers, et à peu près tous les hommes avec nous, à souhaiter, en effet, une telle conférence. Mais ceci devient, en fait, au second point de l'alternative : reconnaître comme frontière définitive la ligne de démarcation de 1945.

⁂

Or c'est là que l'impéritie et l'imprévoyance des hommes politiques du camp occidental ont des conséquences tragiques. La gravité de l'affaire est dans le fait qu'il est à peu près impossible d'éviter une conférence générale et qu'à cette conférence les Occidentaux n'apportent rien.

Ils n'apportent rien parce qu'ils n'ont rien préparé. Ils ont à choisir entre les deux seules solutions possibles de la question allemande dans l'optique de la politique des deux blocs : ou la division définitive et sans appel de l'Allemagne — cette division impliquant la cession de Berlin dont le statut provisoire ne peut pas être maintenu indéfiniment — ou la réunification de l'Allemagne sous la seule forme actuellement possible après 15 ans de communisme, la forme fédérale, solution qui fait sauter tout le dispositif stratégique du Centre Europe.

Leur politique a consisté à ignorer *la notion des choses,* à s'endormir en refusant de voir que le provisoire dans lequel ils dormaient était *contre-nature,* et que la nature comme toujours se vengerait. Ce qui est conforme à la nature, ce n'est pas l'idéologie, c'est la géographie. Ce qui est conforme à la nature, ce n'est pas l'idée démocratique, mais l'Allemagne inscrite sur la carte de l'Europe et l'Europe inscrite sur la carte du monde.

Le camp occidental n'a pas d'autre politique logique, puisqu'il ne veut pas faire la guerre que d'accepter la division définitive de l'Allemagne : et de se féliciter même que l'U.R.S.S. propose des conditions aussi raisonnables que le statut de ville libre pour Berlin et la présence de troupes alliées à Berlin pour garantir ce statut sous le nom de troupes de l'O.N.U. Cela durera ce que cela durera, mais c'est infiniment plus avantageux en tous cas que la logique pure de la politique des deux blocs, qui serait l'abandon pur et simple de Berlin.

Mais cette politique réaliste, cette politique du moindre mal, le camp occidental ne peut même pas l'envisager, car elle révolte l'immense majorité de l'opinion allemande qui n'accepte pas de payer l'alliance atlantique du prix exhorbitant de la mutilation définitive de l'Allemagne. Sous la pression de cette opinion, le camp occidental est donc obligé de

se lancer dans le guêpier de la réunification, *sans avoir pu préparer d'avance aucune plate-forme diplomatique qui en atténue les effets de rupture.*

Le camp occidental peut-il gagner du temps ? Il ne semble pas de taille à le faire. Il suffit de réfléchir qu'il y a un an, il repoussait à peu près sans examen l'idée d'une conférence des ministres des affaires étrangères. Or, il l'accepte aujourd'hui et même le dépasse légèrement. L'U.R.S.S. a donc atteint en un an son premier objectif diplomatique. Cela fait mal augurer du reste. Et il n'est guère vraisemblable que l'Occident échappe à la discussion sur la réunification.

Et l'on voit de plus en plus dans cette discussion le camp occidental s'apprêter à sacrifier ses positions de départ, car il découvre, un peu tard, leur caractère utopique. Car comment tenir des « élections libres » dans l'Allemagne de l'Est si le gouvernement de l'Allemagne de l'Est s'y oppose absolument ? Et même si par quelque miracle, ces élections pouvaient avoir lieu comment fusionner deux pays d'institutions devenues si différentes, sans passer par un premier stade « confédéral » ? Comment détruire en quelques semaines une économie et un système social étrangers incrustés dans les fonctions, dans les vies privées, dans les cadres, dans les modes de vie depuis quinze ans ? Cette transformation brutale qu'on peut concevoir, à la rigueur, sous le choc d'une occupation militaire, comment la réaliser *à froid* sans y employer du temps, sans prendre des ménagements, en un mot, sans laisser en place beaucoup de ceux qui y ont été mis par le parti communiste ? Et quand on est amené à prendre toutes ces précautions, ne se trouve-t-on pas en fait devant une jonction de type confédéral qu'on doit faire transiter, au bout d'un certain temps, et dans les domaines où cela est possible, en une fusion de type national ? Quinze ans de réalisation effective de socialisme ne s'effacent pas du jour au lendemain. Il faut bien avouer que dans le processus de réunification recommandé par l'U.R.S.S. il y a un certain bon sens et un certain réalisme qui rendent, sur ce point également, la position de l'Occident assez délicate.

C'est ce qui explique pourquoi on vit apparaître, en Allemagne même, sur cette question, tant de suggestions différentes. Les socialistes ont la leur, et aussi les libéraux, et aussi l'opposition nationale. Et toutes ces propositions partent de la constatation, discrètement passée sous silence, que la position de départ des Occidentaux dans la discussion est, dès maintenant, dépassée.

De toutes manières, le prix qu'il faudra payer pour la réunification apparaît maintenant clairement. Les Russes ont de la suite dans les idées. Ils veulent rompre l'encerclement organisé contre eux et rejeter hors d'Europe les troupes américaines, tel est leur objectif. Et la crise actuelle n'est, en réalité, qu'un pas en avant vers ce résultat. Réalisée d'une manière ou d'une autre, la réunification a manifestement pour condition la neutralité de l'Allemagne. Et cette clause signifie : disparition de la C.E.D., dislocation de l'O.T.A.N., départ des troupes américaines. Ainsi, en échange d'une réunification problématique et que les Soviets peuvent toujours rendre très aléatoire dans l'avenir en pesant sur la D.D.R. pour entraver les négociations, l'U.R.S.S. remporte une immense victoire diplomatique, le démantèlement immédiat de la défense européenne, et, pour l'avenir, la possibilité de s'emparer de la presqu'île européenne soit par une occupation militaire brusquée, soit par des putsch communistes ou des gouvernements de Front Populaire dans les pays européens.

Et si les Etats-Unis refusent de s'engager dans une négociation au bout de laquelle il y a ces perspectives catastrophiques, ne risquent-ils pas de voir l'Allemagne de l'Ouest se détacher de l'O.T.A.N. en l'accusant de rendre impossible la reconstitution de l'unité allemande ?

***

Comment le camp occidental en est-il arrivé là ? Par légèreté et imprévoyance, nous l'avons déjà dit, par idéologie aussi. Sa conviction profonde que la démocratie dite libérale est la seule forme possible de gouvernement l'a empêché de voir qu'il était essentiel qu'il y eût entre le bloc soviétique et le bloc démocratique une troisième force idéologique et géographique qui pût servir d'Etat-tampon.

Nous avons maintes fois insisté sur la nécessité de cette troisième force dont nous avons fait l'article essentiel de notre programme politique. Il est conforme à la géographie que l'Europe constitue entre les Etats Soviétiques et le continent américain une troisième force qui ne soit contrôlée ni par l'un ni par l'autre. Il est conforme à la sagesse politique que cette Europe soit tentée, mais qu'elle soit armée en forces conventionnelles autant qu'elle l'était en 1940, en forces atomiques, autant qu'il est nécessaire pour ne pas avoir à s'incliner devant un *diktat atomique*. Il est conforme enfin à la prudence et à la

raison que cette communauté européenne n'appartienne pas à l'un ou l'autre des deux camps idéologiques, mais qu'elle développe un Etat de forme nouvelle, socialiste par ses réalisations et son économie, autoritaire par sa direction politique et mettant hors-la-loi les partis qui travaillent sur son sol pour l'un des deux blocs antagonistes.

Cela revenait, en somme, à annihiler la désastreuse politique rooseveltienne, et à reconstruire ce qu'elle avait détruit, non à demi comme on l'a fait, mais complètement.

Une telle construction eût préparé le terrain à la paix. Car, dans une crise comme celle de Berlin, elle pouvait offrir à l'interlocuteur, *sans qu'il lui en coûtât aucun mal et aucune perte,* les deux concessions-clefs de la négociation : le départ progressif des troupes américaines, la neutralité du continent européen. Offrant ces gages capitaux, elle pouvait obtenir d'autant plus facilement en échange l'unité de l'Allemagne que son économie socialiste lui aurait permis de résoudre rapidement des problèmes d'absorption qui sont insurmontables pour l'Allemagne actuelle.

Ces idées n'ont été prises en considération par personne. On ne s'est même pas donné la peine de les admettre à la discussion. Elles furent éliminées d'office comme « dangereuses » et « utopiques » non seulement par les Européens officiels, mais par les journaux et les mouvements amis qui ne voyaient de salut que sous l'aile de l'Amérique et dans une pieuse obéissance à son *leadership.* Elles sont restées l'apanage des petits groupes du *mouvement social européen* qui ont été éliminés systématiquement de toute représentation par les falsifications fantaisistes du système électoral démocratique. On voulait bien à la rigueur entendre parler d'une « Europe - troisième force », à condition que cette expression n'eût aucun sens. Mais les expressions de *régime fort,* d'*économie socialiste,* de *dissolution des partis communistes,* de *neutralité armée,* qui en font un ensemble cohérent, étaient rejetées avec terreur.

⁂

Je n'ai pas l'illusion que ces idées soient mieux accueillies aujourd'hui. C'est pour l'acquit de notre conscience que je rappelle que nous avons défini, il y a déjà sept ans, une idée de l'Europe qui avait le mérite de tenir compte des difficultés que devait rencontrer nécessairement son développement. Nous

ne nous sommes pas jetés les yeux bandés dans le puits au fond duquel nos astronomes se débattent aujourd'hui en émettant beaucoup de communiqués.

Mais, enfin, ces regrets ne servent à rien. Et je ne crois pas non plus qu'on nous prenne très au sérieux lorsque nous concluons que le plus sage est d'accepter pour Berlin une solution qui n'est pas insupportable, de gagner du temps pour le reste, et surtout de ne pas lancer le malheureux camp occidental dans une conférence où il ne peut recevoir que des coups d'étrivières.

Car ici le temps importe. Ce qui n'a pas de solution aujourd'hui peut en avoir une demain. La mise au point par les Américains de leurs fusées intercontinentales et leur fabrication industrielle d'une part, les progrès des véhicules sur le radar et la possibilité de brouiller les ondes qui commandent les missiles, d'autre part, peuvent faire apparaître sous un autre jour les problèmes de la défense de l'Europe. Le temps peut donc faire apparaître un jour des solutions neuves. Mais ce qui est certain, et ce que nous devons pas oublier, c'est que, quelles que soient les armes modernes, le but de la guerre est toujours *l'occupation de territoire de l'adversaire* et que, par conséquent, rien, ni arme ni miracle, ne peut dispenser l'Europe d'assurer elle-même sa propre protection, militairement par les moyens classiques qu'on oppose à l'invasion, politiquement par des mesures de protection qu'on oppose à la subversion.

Maurice BARDECHE.

Per ENGDAHL.

Les voyages de Mac Millan

La crise de Berlin, provoquée par le chef du gouvernement soviétique, Nikita Kroutchev, a dévoilé au monde entier la faiblesse de l'Occident. La situation absurde de l'ancienne capitale de l'Allemagne, entourée par l'Allemagne Orientale, et partagée entre le bloc soviétique et l'O.T.A.N., a pour origine, les traités désastreux de Téhéran, de Yalta et de Potsdam. C'est la dernière conséquence de la politique maudite de 1945.

Pour les communications entre la zone occidentale et Berlin les puissances occidentales sont complètement tributaires de la bonne volonté de l'Union Soviétique. Le fameux pont aérien ne pouvait fonctionner que parce que la souveraineté de l'Allemagne orientale, en ce temps-là, n'était pas reconnue par les Russes. Kroutchev a créé une situation nouvelle, quand il a proclamé la souveraineté de la DDR (République Démocratique Allemande) et aussi informé les puissances de son intention de transférer aux autorités de la zone orientale les fonctions exercées à Berlin-Est et à la frontière entre les deux Allemagnes par les autorités soviétiques. Un pont aérien serait aujourd'hui une violation de la souveraineté de l'Allemagne communiste et provoquerait immédiatement le fonctionnement du traité de Varsovie, c'est-à-dire l'intervention des forces militaires soviétiques.

Dans cette situation grave, l'O.T.A.N. ne sait que faire. Les Etats-Unis sont affaiblis par la maladie du Ministre des Affaires Etrangères américain, John Foster Dulles, qui, dans la défense occidentale contre l'agression soviétique, a été l'homme plus fort et plus stable. La faiblesse des démocrates est évidente.

Le voyage de Mac Millan en Union soviétique a sans doute comporté une grande victoire pour l'homme d'Etat anglais :

il a remporté un grand succès dans une question de procédure ! Kroutchev a pour l'instant changé sa position intransigeante à l'égard d'une conférence de ministres des Affaires Etrangères. Mais dans les grandes lignes les Russes ont maintenu leurs points de vue, et l'Occident n'a aucun moyen d'empêcher ni un traité de paix entre la Russie et l'Allemagne orientale, ni une transmission des pouvoirs administratifs aux autorités de Pankow. La gravité de la situation après le voyage de Mac Millan est indiscutable.

Ce qui nous intéresse spécialement comme partisans de l'unification européenne, est l'influence de la crise de Berlin sur la construction de l'Europe. Il y a à ce propos un parallellisme entre la position anglaise et la position soviétique, qui n'a pas été assez observé dans les commentaires internationaux. Kroutchev a, dans les conversations avec Mac Millan, clairement montré, que la Russie ne veut, en aucun cas, accepter une Allemagne réunifiée, possédant la bombe atomique. Ce point semble être un « sine qua non » de la politique du Kremlin. L'Angleterre pourrait avoir quelque intérêt à renforcer la défense occidentale, mais la résistance anglaise contre le Marché Commun a créé une situation nouvelle. L'Angleterre regarde la communauté européenne comme la réalisation d'un bloc continental, contraire à la politique de balance, qui a été la tactique classique des Anglais dans les affaires du continent. Aussi est-il naturel, que les fonctionnaires de Foreign Office tentent de trouver une méthode, qui puisse neutraliser les conséquences du Marché Commun. La revue fameuse « New Statesman and Nation » écrivait il y a quelque temps, que la réunification de l'Allemagne déterminerait l'Allemagne à s'orienter vers l'Europe centrale, changement d'orientation, qui provoquerait un relâchement de l'entente cordiale qui existe aujourd'hui entre Bonn et Paris.

Pendant la visite à Copenhague de Mikojan, retournant des Etats-Unis, le deuxième personnage du gouvernement soviétique prononça quelques mots qui sont significatifs. « Nous avons vu le miracle économique de l'Allemagne », dit-il. « Si nous ne prenons pas garde, nous verrons de même un miracle militaire ». Il y a évidemment une correspondance entre cette peur russe et le désir anglais de détruire le Marché Commun.

Il n'est pas surprenant, que, dans une telle situation, on cherche à Londres à réveiller la vieille méfiance des Français vis-à-vis des Allemands. On montre la réunification de l'Allemagne comme une menace contre l'équilibre des forces obtenue dans la communauté européenne. On cite avec plaisir le mot du gaulliste Schmidtlein : « Aucun Français ne doit mourir pour Berlin ». Si l'on réussit à créer un esprit soupçonneux en France, on pourra plus tard se présenter comme les vrais

amis de l'Allemagne, qui font tout pour rendre possible la réunification. Et on pourra, alors, s'écrier triomphalement que la division de l'Europe est causée par les Français.

Dans ce moment grave pour le monde occidental, il est nécessaire de démasquer ces intrigues anglaises et de renforcer la solidarité continentale. Il y a deux problèmes qui se rejoignent en ce moment : le problème de la réunification allemande et le problème de la France en Afrique du Nord. La perte de la France d'Outre-Mer, qui serait la conséquence inévitable d'un retrait français en Algérie, serait pour toute l'Europe aussi grave que la perte définitive de l'Allemagne orientale. L'Allemagne est trop faible seule, pour résoudre son problème national le plus important, et la faiblesse de la France, même depuis le renforcement actuel, est visible pour tout le monde. La France ne peut pas, seule à la longue, résoudre le problème nord-africain. Mais, unie à l'Allemagne, la France peut garder l'Afrique. Unie à la France, l'Allemagne peut espérer sa réunification.

La crise actuelle de Berlin est la menace la plus grave contre la paix depuis la deuxième guerre mondiale. Mais cette crise est en même temps une menace contre l'idée européenne. La seule solution efficace aujourd'hui est une consolidation de l'amitié franco-allemande comme noyau d'une Europe future.

PER ENGDAHL

Pierre HOFSTETTER

DE NUREMBERG A CUBA

Les exécutions massives auxquelles se sont livrés Castro et ses bandes à Cuba depuis la chûte de la présidence de Fulgencio Batista, début janvier dernier, furent perpétrées sous le signe de la justice dérisoire, cynique et vengeresse de Nuremberg. Il ne s'agit pas là d'un point de vue particulier ou d'une opinion personnelle. A peine entré dans la Havane, Castro annonça que des centaines de « criminels de guerre » allaient être promptement jugés et passés par les armes. Le président provisoire Manuel Urrutia, un ancien juge, installé au pouvoir par Castro, insista lui-même pour que tous les « criminels de guerre » soient rapidement châtiés. « Criminels de guerre » ? Rappelons que ce sont les bandes terroristes de Castro, dans les rangs desquelles se retrouvaient le gratin de la mafia cubaine, des tueurs du parti communiste interdit par le gouvernement de La Havane en 1955, quelques groupes de vétérans des brigades internationales de la guerre d'Espagne et des bandits mexicains, ce sont ces bandes qui déclenchèrent le conflit civil qui a longtemps ravagé Cuba et qui trouve, depuis des semaines, sa sanglante conclusion dans de hideux procès de « criminels de guerre ». Les bandes de Castro l'emportèrent par les méthodes les plus horribles : pillage systématique, mise à feu des plantations de sucre, kidnapping, terreur organisée. Quand Batista fut « lâché » par les U.S.A. en mars 1958, comme ces derniers avaient « lâché » Tchang Kai Tchek au moment le plus critique de l'offensive des communistes en Chine, Castro reçut des armes en contrebande du Texas et de la Floride, une aide importante du président crypto-communiste Romulo Bettancourt du Vénézuela et, vraisemblablement aussi, un appui militaire en provenance de ces sous-marins soviétiques aperçus ces mois passés au large des côtes américaines et au sujet desquels le département d'Etat tarde à dire la vérité.

Les « criminels de guerre » cubains — officiers de l'armée régulière, policiers, fonctionnaires du gouvernement ou tout simplement civils ayant soutenu le régime Batista — furent tout d'abord liquidés au petit jour sans autre forme de procès et selon les méthodes habituelles des tueurs de Katyn, des assassins F.T.P. et des oppresseurs de Budapest. Puis Castro décida de faire comparaître ses victimes publiquement, dans le grand palais des sports de La Havane. Un vague semblant de procès fut organisé, avec juges-accusateurs et témoins imaginaires, mais le résultat était acquis d'avance : peine de mort. C'est le communiste argentin Ernesto Guevara, autrefois expulsé par Péron, qui sélectionnait les victimes à la forteresse La Cabana où sont toujours entassés des centaines de prisonniers et dont il avait la direction. Ces « jeux du cirque », comme on appela les procès publics du palais des sports, répandirent un peu partout dans les Amériques une extrême sensation de dégoût. Castro les arrêta. Aujourd'hui, la liquidation des « criminels de guerre » s'effectua au petit jour, comme avant. Les adversaires des terroristes et les anti-communistes de Cuba disparaissent dans le plus grand secret. L'O.N.U. respire : elle n'aura pas à enquêter à La Havane sur les monstrueux crimes perpétrés par les bandes de Castro, puisque les exécutions cubaines désormais ne sont plus accompagnées d'aucune publicité.

Il faut noter quand même qu'une partie non négligeable de l'opinion nord-américaine protesta assez vigoureusement contre les massacres de Cuba, qu'elle considérait comme intolérables et pareils à l'effroyable répression qui suivit le retour des Rouges en Hongrie. Après tout, Cuba doit beaucoup à l'Amérique qui la « libéra » de l'Espagne et qui la fait prospérer économiquement par ses achats et son tourisme. L'île est un peu considérée comme une banlieue de la Floride. Or, cette réaction américaine fut fort mal reçue par Castro et ses acolytes. « Vous avez bien pendu vos adversaires à Nuremberg, répliqua en substance le barbu marxiste de La Havane, laisser-moi trucider les miens en paix ! » Et, peu reconnaissant du soutien indirect que lui accorda Washington en suspendant tout envoi d'armes à Batista, il ajouta : « Si vous intervenez militairement ici, je fais descendre deux cent mille gringos!! » « Gringo » est un terme plutôt injurieux qui sert à désigner un Yankee dans les républiques latines d'Amérique. C'est à cette occasion que le Dailly News », qui a le plus fort tirage des quotidiens new-yorkais, rappela que, sans Nuremberg et l'imposture juridique à la base des procès de « criminels de guerre » allemands, les sinistres exécutions de Cuba n'auraient peut-être pas eu lieu ou, à tout le moins, Castro et ses complices ne pourraient pas trouver dans Nuremberg un diaboli-

que alibi pour masquer leurs horribles vengeances d'un prétexte juridico-légal.

Dans un remarquable éditorial publié le 26 janvier, John O'Donnell écrit : « Comme Castro l'a observé, ce sont nous Américains qui avons les premiers émis l'idée de « capitulation sans conditions » et celle de « mort pour les criminels de guerre ». Et si nous considérions cela juste en 1945-1946 contre les Allemands vaincus, demande-t-il, pourquoi ne pourrait-il pas appliquer les mêmes méthodes à ses ennemis à Cuba en 1959 ? » John O'Donnel poursuit : « C'est Franklin D. Roosevelt qui eut le premier l'idée — strictement contraire à l'esprit de notre Constitution — des « criminels de guerre ». Cette idée était liée à une autre — profondément impopulaire dans les milieux de l'Armée —, celle de « capitulation sans conditions » qu'il proclama à Casablanca et qui renforça considérablement la résistance de l'ennemi au prix de milliers de vies des deux côtés ». Le rédacteur du « Dailly News » rappelle ensuite la courageuse prise de position du sénateur Taft à l'égard de l'imposture de Nuremberg. Taft, qui fut un des plus grands Américains de ce siècle, eut en effet le courage assez exceptionnel le 6 octobre 1946, c'est-à-dire la veille même de l'odieuse pendaison des vaincus de Nuremberg, de déclarer lors d'une conférence sur « l'héritage anglo-américain » tenue au Kenyon College, à Gambier, dans l'Ohio : « Je doute que la pendaison de ceux, quel que soit le degré de mépris qu'on leur manifeste, qui furent les leaders du peuple allemand décourage jamais le déclenchement d'une guerre d'agression, car personne ne déclenche une guerre d'agression à moins qu'il soit sûr de la gagner. Au surplus, le procès de Nuremberg fut un viol de la justice et il constitue une grossière violation de ce principe fondamental du droit américain qui refuse aux juges le droit de juger quelqu'un d'après une loi qui n'existait pas lors du crime. L'exécution des « criminels de guerre » de Nuremberg restera sur l'histoire de l'Amérique une tache que nous regretterons longtemps. Un procès intenté aux vaincus par les vainqueurs ne saurait jamais être impartial ».

⁂

A l'époque, la déclaration de Taft n'éveilla que peu de sympathies en Amérique où l'opinion était chloroformée par douze années de propagande rooseveltienne. Au contraire, de nombreuses voix s'élevèrent pour critiquer le sénateur de l'Ohio. On vit Thomas Dewey, par exemple, soutenir que le verdict de Nuremberg était « légal et justifié », et le juif Jacob Javits, présentement sénateur de New-York, affirmer avec cette suffisance qui le caractérise que la prise de position

de Taft « rendait un bien mauvais service à tout ce pour lequel nous avons combattu et à la cause de la paix future ».

Aujourd'hui, il va en être autrement. D'abord, Taft et non un quelconque Javits, politicien d'une médiocrité ridicule, fut choisi avec quatre autres pour figurer au palmarès des « cinq plus grands sénateurs de l'histoire américaine » dont John F. Kennedy a écrit l'histoire dans son best-seller « Profiles in Courage ». Ensuite, Roosevelt et ses idées sataniques sont désormais honnis par des millions d'Américains. Les diaboliques machinations de l'homme de Yalta ont été publiquement révélées au grand jour par des écrivains tels que John T. Flynn, William Henry Chamberlain, George Morgenstern, Freda Utley, James Burnham, sans parler des éditorialistes de la « Chicago Tribune », du « Dailly News » et de l' « American Mercury », et par des personnalités telles que le contre-amiral Robert A. Theobald, le ministre James Forrestal et le général Wedemeyer, pour n'en citer que quelques-uns. La monumentale imposture de Nuremberg, finalement, fut largement et complètement démontrée par les livres de Maurice Bardèche, lord Hankey, Montgomery Belgion, G.A. Amaudruz, F.J.P. Veale, Manuel de Diéguez, Vicomte Maugham et plusieurs autres. On ne cite ces noms que pour mémoire et parce qu'ils furent parmi les premiers, après ou en même temps que Taft, à se révolter contre et à dénoncer en cet après-guerre l'ensemble de crimes et d'iniquités commis par les Alliés de Pearl Harbour à Nuremberg. Le malheur est que pas un seul homme d'Etat n'a encore osé demander une révision ou une annulation du ou des procès de Nuremberg, et un retour aux vrais principes de justice. En conséquence de quoi, Rudolf Hess et Baldur von Schirach sont toujours enfermés à Spandau où Américains, Russes, Anglais et Français exercent la surveillance à tour de rôle. Bref, l'imposture continue.

Et cette imposture, pour en revenir à Cuba, est effectivement à la base de la sanglante épuration à laquelle Castro a soumis et continue de soumettre son malheureux pays. De même que Nuremberg marqua le triomphe soviétique sur le IIIe Reich anticommuniste et le début de la systématique mainmise des Rouges sur l'Europe orientale, de même l'épuration castrienne est-elle le prélude à la bolchevisation de Cuba. On sait en effet que les communistes cubains sont de retour en masse depuis la chute de Batista et qu'ils occupent déjà des points stratégiques très importants de la vie politique, économique et syndicale à La Havane. Partout où les hommes forts de l'Amérique latine sont renversés par d'éphémères coalitions de businessemen véreux, de politiciens crypto-marxistes et de libéraux à œillères, le communisme sort grand vainqueur. On l'a vu en Argentine, au Pérou, au Vénézuéla. On le voit main-

tenant à Cuba. Les « criminels de guerre » que fait abattre Castro sont généralement des militaires fermés à la conspiration bolcheviste universelle ou des politiciens anticommunistes. C'est dans l'ordre, puisque Nuremberg immola sur l'autel américano-soviétique de la victoire de 1945 les chefs anticommunistes allemands qui furent à deux doigts d'écraser le monstre rouge. Encore faut-il ajouter que Batista était un « homme fort » très libéral. Il fit bénéficier autrefois Castro d'une amnistie après qu'il eut été condamné à quinze ans de prison pour activités terroristes en 1955. Et Batista, en bon démocrate, avait jadis reconnu le gouvernement de la « France Libre » de de Gaulle avant Washington même. L'homme de Londres, naturellement, ne lui en a manifesté aucune reconnaissance : bien plus, il vient de refuser au dictateur cubain le droit d'asile en France !

Pierre HOFSTETTER.

Pierre FONTAINE

La terre menacée de ne pouvoir nourrir les hommes qui l'habiteront ?

Nous avons demandé à deux de nos collaborateurs de traiter ici des problèmes soulevés par la poussée démographique extrêmement forte de notre époque. Vu l'importance considérable que revêt dès aujourd'hui cette question, nous signalons à l'attention de nos lecteurs un volume remarquable de M. Pierre SAUVY : « De Maltus à Mao-Tsé Toung » (Ed. Denoël.) Ils retireront le plus grand fruit de cette lecture, l'ouvrage étant tout à la fois captivant et puissamment documenté.

En 1955, Sir Harold Hartley, membre de la « Royal Society » lança un « cri d'alarme » que, deux années après, M. Raymond Cartier reprit à son compte. Au rythme de l'augmentation actuelle de la population mondiale, la terre sera bientôt trop petite pour nourrir ses habitants.

Cette idée fait son chemin. Une nouvelle étude vient d'être publiée sur ce sujet et chiffre à 2,5 milliards le nombre d'habitants du globe terrestre. En 1980, ce nombre doit atteindre 4 milliards et, en l'an 2000, 7 milliards, en vertu de la progression géométrique. Et de déduire de ces données que, d'ici 600 ans, chaque habitant du globe ne disposera que d'un mètre carré pour assurer sa subsistance.

A cette époque, sera-t-on obligé de tuer son voisin pour vivre ? Le cannibalisme deviendra-t-il obligatoire ?

Les auteurs de ces sombres pronostics sont-ils croyants ? Si oui, ils doivent être rassurés. Qu'il s'agisse des prophéties de Daniel, ou de l'avenir du monde inscrit par les astrologues de

l'antiquité dans la grande pyramide, ou de la croyance des super-chrétiens que sont les adventistes, l'humanité actuelle ne dépassera pas l'an 2000. Dans les Ecritures Saintes (Paul), il est même indiqué de quelle façon cette fin du monde viendra, par l'embrasement de l'atmosphère, c'est-à-dire par la bombe superhydrogénée.

Personne n'étant obligé de croire aux prophéties, revenons aux possibilités pessimistes des spécialistes en matière démographique.

Je suppose que ces hommes ont beaucoup voyagé et qu'au cours de leurs itinéraires ils n'ont pas seulement regardé, mais cherché à comprendre. Qu'il s'agisse de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique ou de l'Afrique, si des villes sont surchargées d'individus, des espaces — le plus souvent incultes — sont quasi désertiques et des milliers de fois plus considérables — en superficie — que les périmètres occupés par les cités à clapiers humains. En prenant comme seul exemple la France, qui produit trop de produits agricoles pour ses 44 millions d'habitants, une culture rationnelle de toutes ses terres en friche lui permettrait de subvenir à l'alimentation de 100 à 125 millions d'habitants.

La France n'est pas le seul pays dans ce cas. Défrichez les denses forêts d'Afrique et d'Amérique du Sud et vous disposerez de millions d'hectares qui donneront à manger à la surpopulation mondiale.

Parmi les commentateurs des perspectives d'un globe surpeuplé incapable de se nourrir, certains sont d'une franchise — ou d'un cynisme — désarmante. Ils prétendent que la civilisation est cause de ce cataclysme en puissance. En supprimant les disettes, les famines, en vaccinant pour prévenir la mortalité hâtive, en luttant contre les épidémies, les hommes ont comblé des trous que la nature « prévoyante » creusait pour laisser « une place décente aux survivants ». Ne prétendons pas que ce raisonnement est faux, disons simplement qu'il est inhumain eu égard au complexe général de sensiblerie généralisée. Grâce à l'action humanitaire de la France en Afrique du Nord, la population algérienne a quadruplé en un siècle provoquant un afflux de désœuvrés dont elle paie présentement les conséquences.

Qu'arrive-t-il quand un pays est surpeuplé et, par surcroît, lymphatique ou enlisé dans la loi du moindre effort ? Aux Indes du doux M. Nehru, en particulier, les habitants meurent un peu partout d'inanition. Raoul Follereau a raconté que des œuvres charitables avaient édifié des « mouroirs » publics où

sont recueillis les êtres décharnés — souvent jeunes — qui meurent de faim dans un cadre ainsi décent. Que le réaliste pense que l'argent dépensé pour ces « mouroirs » eut peut-être sauvé pas mal de vies humaines, auxquelles il ne manquait qu'un bol de riz quotidien, est une autre histoire.

Chacun sait que la France produit trop à manger, qu'il y a crise de mévente — céréales et viande — en Amérique du Sud, que les Etats-Unis paient une partie de leurs agriculteurs pour qu'ils ne cultivent rien afin de ne pas engorger les marchés agricoles, que le Canada a trop de blé, etc..., etc... Là, pénurie, ici, pléthore, démonstration que la conception de la société mondiale est fausse, périmée et que le globe terrestre pourra nourrir cinq ou six fois plus d'habitants quand il sera organisé sur un rythme humain.

Les Indous meurent de faim parce qu'ils ne sont pas assez riches pour acheter les produits alimentaires excédentaires qui pourrissent dans d'autres parties du monde. Malgré la nationalisation des terres de tels radjahs, nahibs et autres maharadjahs, ces derniers possèdent encore des fortunes si considérables et improductives, que l'aspect de l'Inde pourrait changer assez rapidement avec des animateurs réalistes. On préfère en rester aux « mouroirs » et... aux rapides progrès du communisme déjà majoritaire dans plusieurs assemblées locales qui va apprendre, lui, qu'en secouant la tradition, la superstition et la paresse, il est possible de faire reculer la famine.

Donc, contrairement à ce que pensent les alarmistes d'une terre trop petite pour nourrir ses habitants, il existe des possibilités de mise en valeur capables d'alimenter les populations mondiales actuelles. Il suffit de chercher l'eau enfermée dans les entrailles de la terre, de construire des barrages, d'irriguer et de lutter contre des préjugés amollissants. Nous ne croyons pas à la fatalité d'une terre incapable de faire vivre les individus qu'elle porte. Ou alors nous serions obligés d'admettre comme bénéfiques les monstrueuses guerres mondiales éclaircissant les rangs de l'humanité. Il faut davantage croire à l'inorganisation de la société moderne qui ne sait prévoir... contrairement à l'U.R.S.S. ordonnant le défrichage de millions d'hectares de terres jusqu'à présent incultes en harmonie avec l'augmentation de sa population.

L'inquiétude manifestée par les augures pour cette surpopulation du globe correspond peut-être à une autre préoccupation : l'éventualité d'une ruée des peuples qui ont faim vers les contrées riches mal mises en valeur par un plein rendement

alimentaire. Incontestablement, là réside une menace en puissance, c'est-à-dire une menace contre la conception d'un capitalisme peut-être désuet.

Est-il « normal » qu'un pays demeure sous-alimenté alors qu'un autre pays pratique le malthusianisme agricole ? Est-il de « moralité humaine » que les habitants d'un pays meurent de faim parce qu'il est trop pauvre pour acheter à un pays riche des denrées vitales détruites par surproduction ? Si le pouvoir d'achat d'un peuple se transforme en question de vie ou de mort, nul ne devra s'étonner de la progression — à l'échelle mondiale — d'une idéologie commune propice à une plus honnête répartition des produits indispensables du sol.

La terre est une création de Dieu, les frontières ne sont que des créations d'hommes. Qu'on le veuille ou non, les frontières ne constituent que les remparts de capitalismes divers ; cela explique d'ailleurs la rapide répétition des guerres créées autant pour protéger des capitaux que pour leur permettre des rénovations ou des activités accrues. Considéré sous l'angle « humain » dans le rapport « besoins réels » et « productions normales », il est possible que les capitalismes jouent un rôle néfaste dans le déroulement des événements mondiaux. Ce serait alors Jacques Duboin qui aurait raison avec sa théorie de la prospérité par l'abondance, ou bien les communistes avec leur système d'arbitrage de répartition économique suivant les besoins et les productions sur un espace délimité.

La théorie d'un globe surpeuplé incapable de nourrir ses habitants conduit les capitalismes à souhaiter des guerres débroussailleuses d'hommes et les pacifistes à envisager des méthodes d'une plus logique distribution des matières premières alimentaires et autres. C'est le véritable problème qui se pose aux esprits. On aurait tort de laisser ces questions captivantes — bien que d'un domaine encore lointain — à la seule sagacité de clans politiques qui ne croient précisément qu'au capitalisme pour les résoudre.

Pierre FONTAINE.

Le problème de la surpopulation mondiale

La population mondiale s'élève environ à 3 milliards d'êtres humains, qui, chaque jour, en raison des naissances s'accroît de 125.000 enfants.

L'accroissement des naissances est particulièrement important chez les peuples de couleur. Sur les 125.000 naissances journalières, 75.000 concernent les peuples de couleur et 50.000 seulement les peuples de race blanche.

Si l'augmentation se poursuit suivant le même cours, le chiffre de 5 milliards d'être humains sera rapidement atteint.

Notre globe peut difficilement nourrir cette énorme quantité d'êtres humains, la question de l'espace deviendra alors très grave, et les plus sérieux des sociologues et des eugénistes voient s'approcher des catastrophes dramatiques de l'humanité, si des moyens ne sont pas trouvés rapidement pour endiguer cette augmentation massive de la population mondiale.

Le caractère brûlant de ce problème est tellement sensible qu'il a amené des prises de position de certains prélats de l'Eglise catholique.

Cette dernière est un excellent baromètre de l'importance et de l'urgence du problème de la surpopulation, et si l'on voit la hiérarchie catholique prendre position sur une telle question, c'est qu'elle a pour cela les raisons les plus graves.

Un prélat américain, Mgr Irving Leblanc, refusant, comme contraire au dogme toute politique de limitation des naissances, n'a pas hésité à avancer à propos de cette question, l'idée que l'humanité devrait trouver une autre planète comme une des solutions qui serait des plus complète. Dans l'attente de cette solution, il proposait dès maintenant :

1°) Qu'on évite autant que possible d'utiliser des terres cultivables pour des voies commerciales, et des implantations industrielles.

2°) Que les migrations soient largement encouragées vers les territoires qui peuvent encore offrir des débouchés pour la population.

3°) Que des progrès techniques élargissent la capacité de rendement de l'agriculture.

4°) Que les échanges commerciaux soient allégés des difficultés qui les freinent.

5°) Qu'un gros effort d'investissement soit entrepris dès maintenant pour l'équipement des terres transocéaniques.

6°) Que des réserves importantes d'énergie atomique soient mises à la disposition de toutes les populations du globe et à un prix raisonnable.

Mgr Leblanc n'ignore pas, en outre, que les deux-tiers de la population mondiale actuelle sont sous-alimentés, et que la situation à ce point de vue ne fait que s'aggraver constamment.

Néanmoins, c'est vers des solutions plus efficaces que les spécialistes les plus sérieux cherchent à orienter l'opinion mondiale par des avertissements qui s'accumulent de jour en jour..

Le Professeur J.C. Hertzler, Professeur de Sociologie à l'Université de Nébraska, écrit dans son livre récent : **La Crise de la Population Mondiale,** que nous aurons à faire face à des problèmes extrêmement redoutables si nous ne prenons pas dès maintenant des mesures énergiques en regard de cette situation.

Il nous avertit que la nature elle-même, appliquant des lois implacables en cette matière, interviendra brutalement pour stopper l'accroissement excessif de la population humaine par la faim, les épidémies ou d'autres catastrophes si les

hommes n'interviennent pas eux-mêmes rapidement d'une manière quelconque pour limiter cette fécondité.

Robert C. Cook, Directeur du Bureau pour la question de Population aux Nations Unies, signale l'augmentation désordonnée de la population du globe comme « un des développements les plus catastrophiques de notre temps et une menace sur l'humanité aussi grave que la bombe atomique ».

Les propositions du Professeur Hertzler, pour combattre ce danger, préconisent des méthodes beaucoup plus audacieuses que celles de la hiérarchie catholique et des autres penseurs chrétiens qui repoussent catégoriquement pour des raisons dogmatiques, la limitation volontaire des naissances.

Ceux qui proclament que l'application de telles méthodes sont immorales, déclare le Dr. Hertzler semblent ignorer que les pays surpeuplés, menacés de famine, ont toujours eu recours dans leur histoire, à des formes quelconques de contrôle de naissance, quand ils n'ont pas été jusqu'au refus complet de la conception ou à des actes de désespoir comme l'avortement, la stérilisation ou la mort systématique des nouveau-nés en excès.

Il semble donc que, devant un tel problème, il n'y ait à choisir qu'entre deux possibilités également graves : ou la limitation des naissances ou une autre forme d'anti-conception.

Dès l'année 1950, avait eu lieu à Londres une Conférence de l'Union des Travailleurs Intellectuels qui prit pour thème « le Problème des moyens de subsistance de la Population Mondiale », et qui en vint très vite à poser le problème de la surpopulation du globe.

On peut voir, dans le **Bristish Medical Journal**, du 11 mars 1950, page 602, que le Congrès fut pleinement conscient de la gravité de cette question de la surpopulation, et qu'une discussion eut lieu, en particulier pour savoir s'il était possible d'augmenter les possibilités de subsistance à un tel point que l'alimentation mondiale soit assurée ou bien si nous avions à compter, dans l'avenir, avec quelques-unes des situations de famine dramatiques que le Monde a connu autrefois. Il est à noter que l'augmentation annuelle de la population mondiale à l'époque de cette Conférence de

Londres en 1950 était au taux de 2 %, tandis qu'elle a monté en 1958 au taux de 7 %.

Une personnalité aussi connue que le célèbre eugéniste anglais, le Professeur Julian Huxley, exprima ouvertement l'idée « qu'il était nécessaire de développer une politique de la population qui ne soit plus fondée sur la quantité des êtres humains, mais sur leur qualité ».

Encore plus précise fut la formule employée par le Professeur Edouard Leroy-Bortz, de l'Université de Philadelphie, aux Etats-Unis, pour réclamer un frein contre l'augmentation incontrôlée de la population mondiale et une protection efficace contre les épidémies à grande mortalité. Il fit la déclaration suivante au cours d'un Congrès Médical réuni à Durban, en Afrique du Sud :

« L'humanité doit trouver un moyen d'empêcher le développement anarchique des naissances ; mon opinion est qu'il faut instituer un large contrôle des naissances en le fondant sur des considérations scientifiques, sans se laisser influencer par la sentimentalité ou par des dogmes religieux ».

Les dangers que font courir à l'humanité son augmentation progressive, sont encore soulignés par les constatations suivantes :

L'humanité s'augmente, constate **l'Annuaire Démographique pour les Nations Unies,** de 7 % chaque année. Elle atteint actuellement 3 milliards d'êtres humains, et si cette progression se poursuit, elle atteindra en l'An 2000 6 milliards d'êtres humains. Dans les 10 années suivantes, par conséquent aux environs de l'an 2010, il y aura 12 milliards d'êtres humains, et on peut compter que le chiffre total de l'humanité risque de s'élever très rapidement, au bout d'un certain nombre d'années, à 50 ou 100 milliards.

Il n'est pas besoin d'un jugement particulièrement perspicace pour en conclure que ces masses humaines n'auront plus sur la planète de place suffisante pour se loger, sans parler de leur alimentation et même si l'on suppose que la science réussira par des découvertes extraordinaires, à assurer artificiellement leur subsistance la terre deviendra effectivement trop petite.

Quelle valeur faut-il accorder aux suggestions de ceux qui pensent que le progrès scientifique permettra d'envisager un jour comme une solution l'immigration ou le transport d'êtres humains vers d'autres planètes, quelles que soient les énormes difficultés de réalisation qui semblent rendre impossible, à première vue, un tel projet ?

Si l'on considère d'abord les planètes de notre Système Solaire, on s'aperçoit très vite qu'en dehors de Mars et de Vénus, aucun des autres satellites du soleil ne peut être pris en considération. Quelles sont les conditions qui règnent sur ces planètes ? Quelles possibilités de subsistance y existent pour les organismes terrestres au nombre desquels l'homme appartient ?

Voici tout d'abord ce qui concerne la planète Mars.

On a lancé beaucoup d'hypothèses. On a parlé de Martiens qui auraient construit sur leur planète de gigantesques systèmes de canaux pour provoquer, avec une technique consommée, la fusion des glaces polaires, qui auraient su distribuer les rayons solaires sur l'ensemble de leur planète, et qui auraient été capables de disposer de cette manière d'une grande masse d'énergie grâce à laquelle ils auraient pu assurer une nourriture artificielle à leur population.

Malheureusement, ces suppositions ne correspondent en aucune manière aux faits que nos savants ont pu constater d'une manière objective. L'atmosphère de la planète Mars est en réalité suffocante, surchargée d'oxyde de carbone ; des volcans semblent être constamment en activité à sa surface, et des quantités massives d'oxyde de carbone provenant de leurs cratères augmentent encore la prodigieuse quantité de ce gaz qui se trouve à la surface. Les eaux des mers semblent contenir une certaine quantité d'amoniaque et de matière sulfureuse, et pourraient être par là le support de certaines formes de vie végétale. Mais aucun des êtres vivants pourvus d'une organisation complexe qu'on trouve sur la terre, ne pourrait respirer cette atmosphère, sinon pendant un temps très court, et, s'il y était constamment soumis, il serait aussitôt étouffé. Les conditions de température en particulier ne peuvent être supportées par des êtres vi-

vants terrestres, car elles oscillent entre — 120 et + 15° centigrades, selon les parties de la planète et les heures du jour où on a pu tenter de les mesurer.

L'oxygène et la vapeur d'eau qui pourraient aider à maintenir la vie semblent se trouver à la surface en très petite quantité, bien que, toutefois, tous les savants ne soient pas d'accord sur ce point.

Les phénomènes physiques tels que le refroidissement, l'évaporation et d'une manière générale tous les changements atmosphériques, se produisent sur la planète Mars beaucoup plus rapidemenet que sur notre terre, puisque Mars est de moitié plus petite que la terre et qu'elle se trouve dans un état d'évolution géologique et thermique que notre terre a dépassé depuis 1 milliard d'années.

L'examen scientifique des conditions qui règnent sur la planète Mars prouve donc l'impossibilité de la peupler d'êtres vivants du même type que ceux auquel appartient l'homme, et on enverrait à une mort certaine les êtres humains qu'on y déposerait, même si nous disposions de moyens de transport capables de vaincre les distances.

Le plan d'une telle transplantation doit donc être éliminé comme totalement irréalisable.

En ce qui concerne la planète Vénus, son atmosphère est elle aussi saturée d'oxyde de carbone et de méthane, et la présence d'oxygène n'a pu y être constatée jusqu'ici. Il est possible qu'une riche végétation existe sur cette planète, car l'oxyde de carbone est pour les plantes un gaz important et indispensable. Il est absorbé par elles et, au moyen de la chlorophylle et les rayons du soleil, il est décomposé en ses deux éléments constitutifs, carbone et oxygène, la plante utilisant le carbone pour sa croissance, tandis qu'elle rejette l'oxygène. Néanmoins, l'atmosphère de Vénus en raison de sa saturation d'oxyde de carbone, est irrespirable pour les mammifères ayant une respiration pulmonaire.

Pourtant, elle se trouve à un stade préparatoire que la terre avait atteint il y a environ 100 millions d'années. La planète Vénus se trouve, en effet, à un stade d'évolution au cours duquel les océans offrent aux petites plantes et

aux êtres vivants élémentaires des possibilités de développement.

L'énorme monde végétal qui apparaît ainsi devrait avoir pour effet de débarrasser l'atmosphère de son excès d'oxyde de carbone et de l'enrichir d'oxygène, de telle manière que dans quelques centaines de millions d'années le monde animal pourra faire son apparition à sa surface. Jusqu'à cette époque, toutefois, les conditions locales éliminent absolument l'existence de mammifères à respiration pulmonaire et, à moins que nous n'établissions des plans à l'échéance d'environ 100 millions d'années, les êtres vivants hautement organisés qui vivent sur la terre ne peuvent, en aucune manière, être exportés à destination de Vénus, sans qu'on les voue à une mort certaine.

On peut donc affirmer avec une absolue sécurité qu'il n'y a en ce moment aucune planète de notre système solaire qui présente une situation capable de rendre possible à leur surface l'existence du superflu des êtres vivants qui existent sur la terre.

Doit-on répondre maintenant à la question de savoir si des astres appartenant au système de la Voie Lactée peuvent venir en ligne de compte à ce point de vue ?

La réponse dans ce cas-là pourrait être affirmative : il est possible qu'il y ait parmi les nombreux millions d'étoiles du Système de la Voie Lactée avec leurs millions de soleils, certains astres portant une végétation permettant la vie d'êtres organisés, car la vie, apparemment, est une donnée qu'on peut retrouver dans l'ensemble de la création et qui n'est sans doute pas le privilège exclusif de notre terre.

Nous laissons au lecteur à mesurer lui-même quelles chances il peut y avoir qu'un paquebot humain puisse être lancé vers ces mondes inconnus qui se trouvent éloignés de nous par des centaines et même des milliers d'années-lumière.

Il ne reste donc aucun autre moyen que de s'appuyer sur des lois biologiques sans tenir compte de la sentimentalité et des dogmes religieux, si l'on veut empêcher les hommes de sombrer dans une effroyable misère. C'est d'ailleurs une réaction que l'humanité a eue depuis des siècles.

Ainsi pourra-t-elle empêcher l'accroissement à tort et à travers des êtres et le chaos qui conduirait l'humanité toute entière à une monstrueuse catastrophe.

C'est donc à notre temps qu'il appartient d'affronter les problèmes capitaux qui concernent l'existence de l'homme blanc au sein du problème de la surpopulation et de trouver les mesures qui puissent assurer, avant qu'il soit trop tard, notre existence à tous sur cette terre.

Nous ne devons pourtant pas perdre de temps pour prendre ces mesures. Au contraire, nous devons veiller à ne pas les prendre trop tard, sous la pression des vagues des peuples de couleur, et sous la menace d'être submergés par eux.

LES PRIX FRANÇAIS DEPUIS 1927

Comment ont évolué les prix depuis 1927 ? Telle est la question que se pose La Gazette Agricole *de Dorgères, à la suite d'une enquête de* Paris-Journal.

« Paris-Journal, *précise* La Gazette Agricole *a eu la curiosité de faire un saut en arrière et de rechercher en quelle année étaient pratiqués les prix que nous connaîtrons lorsque nous aurons le franc lourd et c'est finalement l'année 1927 qui a paru le mieux offrir, en ce qui concerne les prix industriels, les taux qui seront pratiqués dans quelques mois.*

C'est ainsi que le quotidien parisien donne les prix des chapeaux, des vêtements, de la lingerie, des chaussures et il semble en effet que les prix pratiqués en 1927 pour ces objets et multipliés par 100, correspondent aux prix actuels.

Paris-Journal *n'a fait qu'une brève allusion au prix du pain pour rappeler qu'il coûtait à l'époque 2 fr. 14 le kilo, alors qu'il ne coûte que 60 francs aujourd'hui.*

Ces chiffres nous ont incités à faire d'autres recherches.

En 1928, le blé valait 167 fr. les 100 kilos, prix net gare départ. Multiplié par 100 le prix du blé devrait être 16.000 fr. On voit que nous sommes loin du compte...

En ce qui concerne la pomme de terre, le prix était 135 fr. les 100 kilos pour les très bonnes variétés, ce prix descendait dans les environs de 80 fr. pour les variétés plus ordinaires. On voit que là aussi nous sommes très loin du compte.

Aux Halles de Paris, en 1927, les beurres en motte, provenance Normandie, valaient 22 fr. 50 à 27 fr. 50

le kilo. la semaine dernière, ils valaient entre 760 *et* 870 *fr.*

Multipliez par 100 *le prix de* 1927 *et vous arriverez à* 2.250 *fr. au lieu de* 760 *fr., cours pratiqué actuellement.*

Pour les œufs, on comptait pour ceux de provenance de Normandie, 760 *à* 850 *fr. le colis de* 1.000 *en* 1927, *en* 1958, *on compte* 13.000 *à* 14.000 *fr.*

Reprenons toujours notre prix de 1927 *et multiplions par* 100 *et nous arrivons à* 76.000 *au lieu des* 13.000 *actuellement pratiqués...*

Pour les viandes, aux Halles Centrales, on comptait en bœufs, première qualité, 7 *fr.* 80 *à* 8 *fr.* 80 *le kilo. On cotait cette semaine* 440 *fr. le kilo.*

Multipliez toujours par 100 *et vous verrez que sans être aussi importante que pour le beurre ou les œufs, la marge reste même très grande.*

En veaux, première qualité. on payait de 11 *fr.* 50 *à* 14 *fr. le kilo en* 1927, *en* 1959, *on paie* 450 *fr.*

En porcs, par demi, en première qualité, on payait 10 *fr.* 50 *et* 11 *fr.* 20 *le kilo en* 1927 *et on le paie* 330 *fr. actuellement.*

Quant aux vins, en février 1927, *les vins rouges ordinaires se payaient, en* 10 *degrés,* 210 *à* 220 *fr. l'hectolitre, alors que nous ne sommes qu'à* 5.500 *ou* 6.000 *fr. l'hectolitre.*

Voilà des chiffres qui, évidemment, montreront que loin d'être favorisée, comme on le prétend, l'agriculture a subi une très nette dépréciation de ses prix au cours des trente dernières années. »

Le ticket de métro en 1927 *valait* 70 *centimes, un croissant* 40 *centimes, un complet sur mesure* 400 *francs, une chemise* 24 *francs, une course normale en taxi* 6 *francs.*

Et pour les salaires ? Un employé débutait à 700 *ou* 800 *francs par mois, un sous-lieutenant touchait* 900 *francs de solde, un fonctionnaire moyen de* 1.200 *à* 1.400 *francs suivant son ancienneté, un agrégé débutait dans l'enseignement à moins de* 1.800 *francs.*

Les prix industriels ont donc monté plus vite que les salaires puisqu'ils sont au coefficient 100, *celui du franc-lourd, d'après l'enquête de* Paris-Journal, *tandis que les salaires sont au coefficient* 70 *en moyenne. Cependant avec ces salaires n'arrive-t-on pas à couvrir beaucoup plus de besoins qu'en* 1927 : *les autos, les scooters, les appa-*

reils ménagers, la T.S.F., la Télévision, le cinéma beaucoup plus répandu, les disques ? L'explication officielle est celle du sursalaire constitué par la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales : c'est une explication insuffisante, car ce sursalaire représente quelque chose pour les familles, mais il ne représente pratiquement rien pour les jeunes et pour les isolés.

La réalité, c'est la baisse dramatique des produits agricoles qui nous laisse notre marge moderne de bien-être. Cela résulte des chiffres eux-mêmes. Ce sont les bas prix agricoles, et par conséquent la misère paysanne qui assure cette relative prospérité.

∴

Le mouvement Poujade s'est livré, il y a quelque temps à une enquête analogue. Comment vivaient l'ouvrier et le paysan en 1905, se demanda-t-il. Sa situation s'est-elle réellement améliorée ou y a-t-il en fait, une paupérisation des classes laborieuses en dépit des apparences ?

L'enquête du mouvement Poujade porta sur deux dates 1905 et 1938. Et si on comparait les prix à ceux qui étaient en vigueur en 1958 et qui se sont dégradés encore comme nous savons.

Voici ce que donnait d'abord le tableau préparant la comparaison de quelques prix usuels.

PRIX DE DETAIL A PARIS

Produits	1905	1938	1958
Pain, le kg.	0,36	2,84	50 fr.
Bœuf, le kg. .... (bas morceaux)	1,20	12,45	380
Œufs, la douzaine	1,65	13,57	264
Lait, le litre	0,30	1,87	42
Beurre, le kg.	3,08	30,10	800
Sucre, le kg.	0,80	5,17	109
Café, le kg.	3,60	23,03	900
Vin rouge, le litre	0,24	3,14	80
Journal	0,05	0,40	15
Tabac gris, le paquet	0,50	3	115
Poste, lettre ordinaire	0,10	0,65	25
Métro, le ticket	0,15	0,70	30

Le coefficient atteint environ 200 entre 1905 et 1958, tandis qu'il oscille assez capricieusement suivant les denrées de 20 à 30 et parfois plus entre 1938 et 1958. Nous retrouvons l'inégalité entre les produits agricoles qui sont au coefficient 20 et le café, le tabac, les services postaux, qui sont au coefficient 30 ou 40.

Voici, en contre-partie, un tableau de salaires.

SALAIRES MOYENS EN FRANCE

	1905 225 h. p/mois	1938 175 h. p/mois	1957 (octobre) 200 h. p/mois zônes 0 %	8 %
Menuisier : mensuel	180	1.723	44.000	35.000
Maçon : mensuel	180	1.776	40.000	32.000
Imprimeur : mensuel	180	2.082	44.000	35.000
Terrassier : mensuel	135	1.671	30.400	24.400
Taux moyen : mensuel	177,75	1.867	34.000	30.000

Et enfin, voilà le résultat, le travail qu'on devait fournir pour acheter les mêmes quantités de marchandises.

POUR AVOIR	en 1905	en 1938	en 1958 (suivant zône)	
1 kg. de pain	27'	16'	25'	22'
1 kg. de bœuf (bas m.)	1 h. 30'	1 h. 10'	2 h. 32'	2 h. 14'
1 dz. d'œufs	1 h. 33'	1 h. 16'	1 h. 45'	1 h. 33'
1 litre lait	22'	8'	17'	15'
1 kg. de beurre	4 h.	2 h. 49'	5 h. 20'	4 h. 42'
1 kg. de sucre	1 h.	29'	43'	38'
1 kg. de café	4 h. 30'	2 h. 9'	6 h.	5 h. 17'
1 litre vin rouge	18'	17'	32'	28'
1 journal quotidien	4'	2' 14"	6'	5' 17"
1 paquet tabac gris	37'	17'	46'	41'
1 expédition lettre ord.	7'	4'	10'	9'
1 ticket métro	11'	4'	12'	11'

« Ce tableau se passe de commentaires ajoute le Mouvement Poujade. Si une certaine amélioration du pouvoir d'achat avait pu être enregistrée en 1938 pour les produits alimentaires, sur la base de l'heure de travail qui fournit pour nous la véritable échelle des valeurs économiques, le pouvoir d'achat des salaires a, depuis baissé. »

Le tableau suivant confirme les remarques de La Gazette Agricole *en les vérifiant sur une autre période.*

« Le prix des produits industriels, constate le rapport du Mouvement Poujade, *a proportionnellement plus augmenté que celui des produits alimentaires.*

« Par rapport à 1939, *d'après l'Institut National de la Statistique et, d'après le catalogue de la Samaritaine, on constate en* 1958 *les coefficients d'augmentation suivants :*

1° sur l'ALIMENTATION :

le lard gras	16 fois le prix de 1939
le camenbert	15,5 » » » » »
le beurre laitier	18 » » » » »
le lait entier	20,5 » » » » »
le vin	25 » » » » »
les pommes de terre	26 » » » » »
etc...	
le gigot de mouton	32,5 est le plus fort coefficient d'augmentation.

2° pour les PRODUITS MANUFACTURES :

les journaux	30 fois le prix de 1939
la serviette d'écolier	32 » » » » »
la salle à manger (noyer)	35 » » » » »
la chemise d'homme	36 » » » » »
le costume de confection	42 » » » » »
la robe de tricot	70 » » » » »
le pardessus d'homme	78 » » » » »
la couverture pure laine pour lit de 2 personnes	79 » » » » »

2s *sur les* ***PRODUITS MANUFACTURES*** *:*

« Ainsi pour s'habiller et se meubler *comme en* 1939, *il nous faut en* 1957, travailler plus de DEUX FOIS *plus :*

« *On a calculé qu'en* 1905, *avec* 20 *jours de salaires, un travailleur pouvait s'habiller :* 1 *costume,* 2 *chemises,* 4 *paires de chaussettes,* 1 *paire de chaussures.*

« *En* 1938, *la situation n'avait pas sensiblement changé.*

« *Combien de jours faut-il travailler pour refaire sa garde-robe en* 1958 *?*

« *Et la situation est comparable dans tous les domaines : elle n'est pas meilleure dans l'équipement ménager que dans le bâtiment où la France détient le record des prix de la construction* (2 *fois* 1/2 *plus cher qu'en Allemagne*). »

Un calcul présenté un peu plus loin dans le même rapport fait d'ailleurs bien comprendre où disparaît le pouvoir d'achat du travailleur, ce qui explique pourquoi celui-ci ne bénéficie pas, comme on le lui promet, des progrès de la productivité.

Lorsque l'ouvrier a travaillé 1 *heure, il touche effectivement dans son enveloppe le prix de son heure de travail, par exemple* 200 *francs. Mais là-dessus, son employeur doit payer* 45 % *de charges sociales, soit* 90 *francs et* 5 % *d'impôt sur les salaires, soit* 10 *francs. L'heure d'ouvrier revient donc à* 300 *francs à l'employeur en tenant compte des charges, et dans son prix de revient, cette heure de travail est comptée naturellement* 300

francs. Mais sur ces 300 *francs de prix de revient se greffe, dès la sortie d'usine, premier stade de la commercialisation, la T.V.A. de* 20 *%, ce qui fait que l'usine facture automatiquement* 360 *francs cette heure de travail, traduite en marchandises. Donc, pour acheter* son heure de travail *traduite en marchandises, l'ouvrier français devra payer* 360 *francs.*

« Le pouvoir d'achat de l'ouvrier français est donc :

$\frac{200}{360}$ ou $\frac{5}{9}$ ou 55,55 % *de la valeur de son travail*

En d'autres termes, sans considérer les produits capitalistes, pour acheter, en produits à sortie d'usine, avant toute commercialisation, la valeur de 5 *heures de travail, il nous faut déjà travailler ...* 9 *heures.*

Si l'on compare avec le pouvoir d'achat réel de l'ouvrier allemand sur son heure de travail, on obtient le même tableau, mais avec les chiffres suivants.

Pouvoir d'achat de l'ouvrier allemand :

Touché effectivement pour 1 heure	175 fr.
Charges sociales	52 fr.
Impôt dû, qui affecte le salaire dans le cas considéré	3 fr.
Prix, dans les denrées, de l'heure de travail	230 fr.
Impôt incorporé dans le prix des denrées (moyenne)	32 fr.
soit	262 fr.

Pour acheter son heure de travail, traduite en marchandise, avant toute commercialisation, l'ouvrier allemand devrait la payer 262 *fr.*

Le pouvoir d'achat de l'ouvrier allemand est donc :

$\frac{175}{262}$ *près de* 67 % *de la valeur de son travail*

Ce sont les fuites et les gaspillages de l'Etat, c'est l'aberrante conception de la Sécurité Sociale qui privent, en fait, le travailleur de son pouvoir d'achat. C'est ce budget monstrueux qui sert à alimenter des scandales, à bâtir des fortunes énormes. C'est sur ce pillage, de ce pompage continuel du travail de la nation que vivent les margoulins, les profiteurs, les intermédiaires, les apatrides. Contre eux d'abord doit être dirigée la lutte pour rendre aux travailleurs français le fruit de leur travail.

Pierre HOFSTETTER.

HISTOIRES JUIVES

Depuis Nuremberg et quelques autres procès remarquables par leur parodie de justice et leur caractère révoltant, l'antisémitisme est devenu un crime extrêmement grave contre lequel la « conscience universelle » sévit avec une rigueur impitoyable. Il est parfaitement autorisé de tourner en ridicule les pèlerinages de Lourdes, comme ne s'en fait pas faute le « Canard enchaîné », d'insulter odieusement Elizabeth II et la monarchie britannique, comme n'y manquent pas cet Altrincham, snobinard de gauche, ce Muggeridge, qui touche des roubles au « New Statesman » après avoir encaissé des dollars au « Saturday Evening Post », ou cet Osborne, fils de cabaretier pris et épris de boisson, et de dire par exemple que Pineau est un crétin, Eisenhower une savate, Khrouchtchev un sanglant dégueulasse et Spaak un plein de soupe qui engraisse à ses jobs profitables. Mais il n'est plus autorisé de se permettre d'exprimer un sentiment hostile à l'égard d'un juif, des juifs de la juiverie internationale. Aux U.S.A., la « Ligue contre la diffamation » et sa police, le B'nai B'rith, exercent dans ce sens une vigilance de tous les instants. En U.R.S.S., l'antisémitisme est sévèrement puni. Enfin, en Allemagne, M. Adenauer et ses ouailles mettent les bouchées doubles dans leur effort de réparation des crimes contre les juifs qu'on attribue à Adolf Hitler et son entourage.

C'est ainsi qu'un certain Ludwig Zind, professeur de mathématiques et de biologie au gymnase de Grimmelshausen à Offenburg, dans la République fédérale, a été condamné au cours de la première quinzaine d'avril à une année de prison pour avoir, selon Gaston Coblentz du « New-York Herald Tribune », « violé une loi de l'Allemagne fédérale contre la diffamation des morts ». Si l'on en juge d'après les informations de presse, Zind aurait en effet déclaré qu'insuffisamment de juifs furent mis à mort durant la guerre sous le IIIe Reich et qu'Israël est un furoncle pestilentiel au Moyen-Orient. Précisons que Zind

aurait tenu ces propos, en privé, dans un bar, lors d'une discussion avec un certain Lieser, demi-juif, qui, cela va de soi, s'empressa d'aller dénoncer cet Hitlérien mal repenti et de porter plainte. Notons aussi que c'est sous les pressions répétées du Conseil général des juifs d'Allemagne que le procès eut lieu. Et quand on dit « pressions répétées », on peut imaginer ce que cela signifie ! Le Dr van Dam, secrétaire de ce Conseil, qualifia Zind d' « idiot inoffensif ». Il n'en fut pas moins fort satisfait de cette condamnation qui rappelle opportunément aux gogos occidentaux que la liberté d'expression est trop précieuse pour être accordée à tout le monde.

La presse, réconfortant les illustrissimes notabilités de la « conscience universelle » émue par l'effronterie de cet « idiot inoffensif », assura que son cas et son procès étaient les premiers d'une Allemagne occidentale dénazifiée sur mesure et démocratisée à souhait par MM. Truman, Staline et Churchill. Pourtant, en lisant le « Daily Telegraph » du 14 avril, on relève que : en décembre dernier, à Dusseldorf, un invalide de guerre fut emprisonné quinze jours et condamné à payer l'équivalent de dix mille francs français « pour avoir insulté un collègue juif au cours d'une discussion personnelle » ; à Darmstadt, en janvier, une autre personne fut également emprisonnée quinze jours pour s'en être pris au tenancier juif d'un bar ; à Berlin enfin, en avril, un jeune homme de vingt-six ans fit trois semaines de pénitencier après avoir lancé des « remarques antisémites » dans la salle d'un cinéma où l'on projetait « un film antifasciste ».

L'antifascisme, donc, est hautement recommandable, que dis-je, nécessaire ! L'antisémitisme, par contre, est un crime. La « race élue » ne permet plus qu'on lui adresse la moindre remarque. « Insulte aux morts ! » proclame la cour d'Offenburg, « jugeant » Zind sous les pressions du Conseil général des juifs d'Allemagne. Encore s'agit-il de faire la distinction : seuls sont valables les morts de Buchenwald ou de Dachau ; ceux de Katyn, de Dresde, d'Hiroshima, de Stalingrad ne valent pas une messe. Telle est la morale de l'affaire Zind. Un fait, toutefois, devrait inquiéter la « conscience universelle ». Ludwig Zind a prétendu qu'il n'y a pas eu « assez de juifs gazés en Allemagne ». D'autres, curieusement, assurent qu'il n'y en eut pas autant qu'on veut nous le faire accroire depuis Nuremberg.

Ainsi, l'hebdomadaire anticommuniste « Common Sense », publié avec des moyens de fortune par Conde McGinley à New-Jersey, met fortement en doute le fait tant de fois proclamé selon lequel six millions de juifs périrent sous le IIIe Reich. On lit dans son édition du 15 mars 1958 : « Le département des recensements se proposait d'enquêter sur les dénominations religieuses en Amérique afin d'établir la proportion numérique de chacune d'entre elles. De nombreux groupes religieux, des hom-

mes d'affaires, des organisations sociales, avaient exprimé une demande dans ce sens. Or la seule opposition vint du Congrès juif et du Conseil des communautés juives, qui ont des branches à travers tous les U.S.A. De multiples groupes religieux sont en faveur de recenser le nombre des adhérents à telle ou telle foi, mais les juifs y sont opposés, et naturellement on leur a donné raison. Ceux qui comprennent ces tactiques, réalisent que les juifs ne veulent pas que le public apprenne que les six millions de juifs prétendûment trucidés en Allemagne, vivent en fait, ici, aux Etats-Unis ! » Et « Common Sense » ajoute : « Durant l'administration Roosevelt, des pressions juives sur le Département de Justice arrivèrent à faire changer la politique pratiquée jusqu'alors, en vertu de laquelle il était demandé aux nouveaux immigrants leur religion. Il en résulta que des millions d'immigrants pénétrant aux U.S.A. depuis le déclenchement de la seconde guerre, entrèrent en qualité d'Allemands, de Polonais, d'Anglais, et ainsi de suite. De telle sorte qu'une infiniment plus grande proportion d'immigrants juifs que de chrétiens furent admis chez nous. Selon leurs propres statistiques, les juifs sont au nombre de cinq millions aux U.S.A. Mais il apparaît bien qu'ils soient au contraire très près de treize millions ».

Naturellement, en hauts lieux, de même que Zind, Conde Mc Ginley, l'éditeur de « Common Sense », est considéré comme un « idiot inoffensif ». Sa publication ne circulant pas dans les kiosques, elle ne touche qu'un public limité. Il est intéressant de souligner que, lorsque la « conscience universelle » ne peut liquider les antisémites par les voies pseudo-juridiques, elle les traite de cinglés. C'est ce qui arriva au grand poète américain Ezra Pound, qui vient d'être libéré après avoir passé treize ans dans une institution pour malades mentaux. Il n'y a pas si longtemps, la « Herald Tribune » avait expliqué que Pound était un « traître antisémite ». Non un traître à sa patrie, mais un traître à la cause juive. Pound, qui vivait depuis des années en Italie, avait été arrêté par l'armée américaine dans la péninsule vers la fin de la guerre. Sa trahison s'étant limitée à quelques causeries à la radio italienne, on ne put lui faire un procès en règle aux U.S.A. où il avait été ramené. Cependant, ses sentiments anti-juifs étant connus, on l'enferma dans une boîte à détraqués. En effet, il faut, non seulement un singulier toupet, mais encore être certainement un peu fou, pour se hasarder à professer dans ce monde prétendûment libre des opinions qui, sur la question juive, ne correspondent aux petits totalitaires exacerbés de la « conscience universelle ».

Pierre HOFSTETTER.

Les rectifications de l'Histoire

Après les événements les plus dramatiques de l'Histoire se font constamment des rectifications des faits. Ces rectifications se produisent plus ou moins vite, et elles sont plus ou moins largement portées à la connaissance du public.

C'est la plupart du temps la situation politique qui détermine la rapidité avec laquelle se font ces rectifications.

La plupart des renseignements authentiques dont nous disposons sur la période révolutionnaire n'ont apparu que dans les années postérieures à 1815. Il en est de même pour tout ce qui concerne la guerre de Vendée ainsi que le soulèvement endémique de l'Ouest, pendant toute une partie du Règne de Napoléon.

A notre époque, l'importance de la propagande ayant considérablement augmentée, il est inévitable que la plupart des rectifications qu'on est amené à faire sur les faits qui ont été livrés à l'opinion publique, échappent à la masse et ne soient faites qu'avec une extrême lenteur et une extraordinaire discrétion.

Une des rectifications les plus remarquables et les moins connues du public est celle que, involontairement et simplement par suite de travaux statistiques ordonnés par leurs propres communautés, les milieux juifs ont été amenés à faire sur les informations concernant les pertes juives entre 1940 et 1945.

Un certain nombre de milieux juifs eux-mêmes n'ont pas hésité à tirer les conclusions de ces mises au point comme en témoigne un très curieux document qui vient de nous

être adressé sous la signature de M. Antoine F. Albina, citoyen israélien domicilié à Jérusalem.

Nous donnons la traduction de ce document dont nous ne garantissons nullement l'authenticité et qui nous a été envoyé sans adresse d'éditeur, sous forme de feuillets imprimés en anglais. Malgré les questions qu'on peut se poser sur l'authenticité de ce document, nous le reproduisons néanmoins, parce qu'il est fondé sur des chiffres que nous avons lus à plusieurs reprises, et sur des sources plusieurs fois mentionnées pendant un certain nombre d'années, sans qu'elles aient été publiées nulle part par la grande presse.

Nos lecteurs accorderont donc à ce document l'importance qu'ils voudront eux-mêmes lui donner. Nous nous bornons à citer des chiffres qui nous paraissent intéressants :

« Depuis 1945, il a été constamment rappelé au Monde chrétien que 6 millions de Juifs auraient été massacrés par Hitler pendant la seconde guerre mondiale. Des mémorials ont été élevés en commémoration de ces 6 millions de morts, et l'opinion internationale a été informée au maximum sur cette question.

« Voici toutefois un autre éclairage de ce problème :

« En 1938, il y avait dans le monde 15 688 259 Juifs selon les chiffres cités par *l'Almanach Mondial* pour 1947. Ce chiffre a été fourni à l'*Almanach Mondial* par l'*American Jewish Commitee*, et par le Bureau juif des Statistiques des Synagogues américaines.

« En 1948, selon un article paru dans le *New York Times* du 22 février 1948, sous la signature de M. Hanson W. Baldwin, un expert très connu et d'une parfaite impartialité en matière de population, il y aurait eu dans le monde entre 15 600 000 et 18 700 000 juifs. En plus, du fait que M. Baldwin ne peut en aucune manière être regardé comme antisémite, on remarquera que son patron, le propriétaire du *New York Times*, est lui-même un juif, M. Arthur Sulzberger, connu comme un très grand ami de l'Angleterre.

« Si nous prenons le chiffre maximum avancé par M. Baldwin, nous devons en conclure que pendant les 10 années 1938-1948 — lesquelles incluent les 6 années de guerre pendant lesquelles on affirme qu'Hitler a tué 6 millions de juifs — la population juive mondiale a augmenté en réalité de 3 millions d'âmes, augmentation qui, si l'on considère comme authentique le chiffre des exterminations avancé

par les Alliés, porterait en réalité à 9 millions d'âmes l'accroissement de la population juive pendant ces 10 années.

Le total de l'augmentation de la population juive dans le monde pendant les années considérées, représenterait donc un accroissement de plus de 50 %, ce qui paraît physiquement impossible, lorsqu'on considère que, sur le chiffre relaté par les statistiques en 1938, il faut éliminer les enfants qui n'ont pas atteint l'âge adulte, et les vieillards des deux sexes.

« Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, le journaliste Allen Lesser, journaliste juif, ait été amené à admettre dans une livraison du *Menorah Journal* paru au printemps 1946 : « Tel qu'il a été diffusé pendant les années de guerre « par les agences d'information juives, le nombre de 6 mil « lions de juifs exterminés en Europe, dépasse assurément « le nombre des juifs dont les nazis eux-mêmes connais- « saient l'existence. »

« En d'autres termes, il semble que le chiffre de 6 millions soit un chiffre imaginaire. »

ANTOINE F. ALBINA. »

Nous le répétons, faute de précisions, nous restons prudents quant à ce document lui-même, mais les chiffres cités d'une part, par l'*Almanach Mondial* de 1938, et, d'autre part, par le *New York Times* de 1948, sont aisément vérifiables, et il est évident que c'est eux qui constituent la base de l'argumentation.

Ces faits se rapprochent d'autres enquêtes sur le même point qui ont donné les mêmes résultats. Signalons en particulier des recherches qui n'ont jamais pu être publiées, et qui portaient sur le camp d'Auschwitz, dont on se souvient que le directeur, dans une déposition d'ailleurs très singulière, avait précisé qu'il avait été, à lui seul, le théâtre de l'extermination de 2 millions de juifs.

La base de ces recherches était une documentation sur les installations ferroviaires desservant le camp d'Auschwitz. Il ressortait de cette documentation qui nous avait été communiquée en son temps que le nombre de quais et la capacité d'écoulement de la gare d'Auschwitz ne permettaient pas de maintenir ce chiffre qui s'applique, précisons-le, non pas aux 5 années de la guerre, mais à une période de plein fonctionnement du camp qui recouvre de 18 mois a 2 ans maximum.

L'auteur concluait à l'aide de la documentation technique qu'il avait eu à sa disposition, que le nombre de trains pouvant accéder à la gare desservant le camp — en tenant compte du temps de déchargement de chaque convoi et en tenant compte également de l'occupation des voies pendant une fraction de la journée et de la nuit par des convois de ravitaillement destinés à la population du camp — ne pouvait pas permettre d'amener au camp d'Auschwitz pendant les 18 mois en question, les 2 millions de personnes que le directeur du camp prétend y avoir été exterminées.

La vérité est tellement longue à se faire jour dans les conditions actuelles de notre information sur des questions de ce genre, qu'aucun grand journal européen n'a fait écho à un procès qui a bouleversé l'opinion israélienne pendant l'année 1954. Ce procès a rempli les colonnes de la presse israélienne pendant plusieurs mois avec des articles qui occupaient souvent une partie de la première page.

Nous avons eu, pour notre part, communication d'un journal hongrois qui, pendant plusieurs mois, avait consacré régulièrement des articles de plusieurs colonnes au déroulement de ce procès, pendant que la presse occidentale faisait sur cette affaire le plus grand silence.

Le procès se termina d'ailleurs d'une façon particulièrement dramatique par le prétendu suicide dans sa chambre d'hôtel du principal accusateur.

Il s'agit du procès du Dr. Rezsö Kasztner, qui se déroula à partir de janvier 1954 devant le Tribunal de Jérusalem, présenté par le Dr. Benjamin Halevi, procureur de l'Etat d'Israël, Dr. Chaim Cohem.

Dans ce procès qui semble avoir été à l'origine un procès de diffamation, il s'agissait de savoir quelle avait été exactement l'attitude de l'American Joint Distribution Committee, dans la quetion des tractations avec le Gouvernement hitlérien sur les internés des camps de concentration.

D'après le Dr. Kasztner, qui avait été l'un des témoins de l'accusation au procès de Nüremberg, des pourparlers auraient eu lieu en Suisse dans le cours de l'année 1944 entre des représentants du Gouvernement allemand et des représentants de l'American Joint Committe, pourparlers au cours desquels le Gouvernement allemand aurait proposé à l'American Joint Committee de lui remettre les internés juifs des camps de concentration à ce moment entre ses mains, en échange de paiements en devises ou en nature.

D'après le Dr. Kasztner, les propositions des Allemands auraient été très étendues et sur un point où l'interlocuteur n'était pas l'American Joint Committee, en l'espèce la question des juifs hongrois de Budapest. L'affaire aurait abouti à une conclusion qui amena la restitution à la communauté juive de Budapest et la mise en sûreté de plusieurs milliers de juifs de cette ville.

Le Dr. Kasztner a prétendu devant le Tribunal que l'American Joint Committee, qui recevait chaque mois de chaque juif américain une contribution de 30 dollars, a refusé d'utiliser les sommes qui lui étaient remises, alors qu'on lui offrait la possibilité de sauver des milliers de vies humaines et qu'il a employé ces ressources à d'autres fins.

La déposition du Dr. Kasztner mentionna en particulier que M. Saly Mayer, président de l'American Joint Committee, serait intervenu auprès du Gouvernement suisse pour demander à la Suisse de ne pas ouvrir ses frontières à les réfugiés juifs.

Aux demandes du Dr. Kasztner qui, après s'être mis en relation avec certaines autorités allemandes, offrait la possibilité de faire remettre en liberté 100.000 juifs des camps de concentration, un diplomate américain aurait répondu : « Mais où diable voulez-vous que nous les mettions ? ».

A une autre démarche faite par le Dr. Joe Brand et le Dr. Mose Saret, auprès du Ministre anglais Lord Moyne, pour traiter avec lui de l'entrée d'un million de juifs en Israël, Lord Moyne aurait répondu « Que voulez-vous que je fasse d'un million de juifs, qu'ils restent où ils sont, je ne veux pas les laisser émigrer en Israël ».

Cette affaire très grave a bouleversé profondément l'opinion israélienne et le procès a été interrompu, comme nous l'avons dit, par la mort tragique du Dr. Kasztner.

Bien entendu, il est très difficile de tirer des conclusions d'informations incomplètes et en particulier lorsqu'il s'agit d'un procès, il serait souhaitable pour se prononcer, d'avoir des comptes rendus d'audience, au moins partiels, des phases les plus importantes.

C'est ce qui n'a été mis à notre disposition par aucun des grands organes d'information occidentaux.

A notre connaissance, un livre toutefois a paru en France sous la signature de Joë Brand, deux ans après les événements, dans lequel une partie de cette affaire était racontée.

Il semble toutefois que la présentation des faits a été « adaptée » dans ce livre à l'état de l'opinion dans les pays de l'Europe Occidentale, c'est-à-dire que les accusations du Dr. Kasztner paraissent avoir été édulcorées pour ne pas s'attirer l'hostilité du tout puissant American Joint Committee. Ce qui est frappant, en tout cas, c'est qu'on a fort peu parlé de ce livre en France, et qu'il a été aussi honnêtement étouffé qu'il se pouvait.

Tous ces points obscurs dans l'histoire de la dernière guerre mondiale, commencent à peine à apparaître à l'opinion. Il semble que, pendant plusieurs années encore, nous ne pourrons pas savoir la vérité sur ce qui s'est réellement passé en ce domaine.

X X X

Wilfried von OWEN

GOEBBELS ET LA PROPAGANDE

Nous donnons un nouvel extrait du journal de guerre de Wilfrid von Oven, officier d'ordonnance de Goebbels en 1943 et 1944, dont nous avons déjà publié un premier fragment dans notre numéro 59 (L'Arrestation de Mussolini : Le second extrait consacre les méthodes employées par Goebbels et ses idées sur la propagande, ainsi que la rédaction de son article hebdomadaire dans Das Reich *dont l'importance était considérable.*

Une autre activité privée du ministre consiste en la rédaction de ses éditoriaux pour l'hebdomadaire « Das Reich », qui sont lus, à l'étranger aussi bien qu'en Allemagne, avec un intérêt et une attention que ne provoquera jamais aucune opinion d'un autre journaliste ou homme politique allemand. Il travaille à ces articles avec un soin tout particulier. Leur composition et leur achèvement demandent pratiquement toute une semaine.

Le « Reich » paraissant avec la date du samedi doit être entièrement rédigé le lundi de la même semaine, en raison de son très gros tirage, qui oblige à l'imprimer en différents endroits. Une semaine auparavant, c'est-à-dire le soir du lundi précédent, le ministre commence à s'occuper de son article. Il s'écoule donc exactement quatorze jours jusqu'à ce qu'il paraisse. Vu l'évolution rapide de la situation politique actuelle, c'est un fait dont il faut absolument tenir compte lors de la conception des articles. Ils ne peuvent forcément pas être tout à fait actuels, mais ils doivent se tenir pour ainsi dire au dessus de l'instabilité des événements du jour.

Dans une première rédaction, le squelette de l'article, en quelque sorte, prend forme. Après ce premier jet, si la nuit lui a porté conseil, le ministre modifie encore souvent tout le plan de l'article, introduit ici ou là une pensée nouvelle, remplace un argument par un autre plus convaincant, formule une conclusion d'une façon plus frappante. Puis il dicte l'article à Otte, qui lui présente le texte tapé le mardi ou le mercredi. Il le retouche minutieusement, le polit et le repolit, améliorant tantôt une chose, tantôt une autre. Le texte rénové est donné à taper à Otte. Maintenant — nous sommes jeudi ou vendredi — l'attaché de presse est appelé à s'y atteler aussi. Il est chargé d'éclaircir des points douteux, de faire un travail de complément. En quelle année Hannibal a-t-il franchi les Alpes ? Comment s'appelait ce roi grec paralysé, que ses soldats portèrent à la bataille sur un bouclier ? Est-ce que cette strophe de Freiligrath est exactement citée ? Comment s'écrit « polyglotte » ? Combien un tank du type T 34 a-t-il de chevaux-vapeur, à peu près, dix, cent ou mille ? Qui a inventé le fusil à aiguille ? Quelle est la hauteur de la Tour Eiffel ? On peut répondre à la plupart de ces questions à l'aide du Brockhaus, du Büchmann ou du Duden (*). Mais il arrive souvent que des recherches de longue haleine, dans des instituts scientifiques ou auprès d'experts compétents, soient nécessaires. Le ministre ne se tient pas pour satisfait tant que son article n'est pas inattaquable jusque dans le moindre détail, même apparemment insignifiant.

Avant le samedi, Otte fait une troisième copie, que le ministre emporte pendant le week-end, pour le revoir une toute dernière fois, et recueillir l'avis — naturellement toujours favorable — de sa femme. Le lundi matin, le texte, maintenant définitivement arrêté, m'est remis pour le transmettre à la rédaction de « Reich ». En même temps une copie en est donnée à la radio, et une autre au service de la presse étrangère. De cette façon, des extraits et des commentaires sont publiés, au même moment qu'en Allemagne, à l'étranger, principalement dans les pays occupés et les Etats-satellites. Je ne crois pas qu'il y ait un seul éditorialiste qui se donne autant de mal, apporte autant de soin et d'exactitude à la rédaction de ses articles, que Goebbels — ce à quoi il faut bien dire en toute justice qu'aucun autre ne dispose pour cela d'autant de temps ni de moyens que lui.

(*) Noms de dictionnaires allemands.

Si passionnément que le ministre se donne à ses articles, ils sont parfois pour lui une pénible contrainte. Car il est bien obligé d'écrire son article chaque semaine, maintenant qu'il en a assumé la charge. L'absence de l'article hebdomadaire de Goebbels dans « Reich » ferait sensation, et donnerait lieu à toutes sortes d'interprétations. « Je ne suis pas du tout un enragé du travail, comme vous le pensez peut-être », me dit-il un jour. « Croyez-moi, si une nécessité de fer ne m'obligeait pas à écrire un article toutes les semaines, il y a plus d'un lundi après-midi où je préférerais flemmarder, lorsque le temps passe, que ça n'avance pas, et que je suis là devant mon article comme un écolier devant son devoir. D'ailleurs, à l'école, j'étais bien un bon élève, mais pas un élève bûcheur, encore moins un crack. Ma plus grande fierté avait été une annotation sur un devoir, qui disait à peu près ceci : pour le fond et le style, très bien ; mais à cause de nombreuses fautes d'inattention et taches d'encre, seulement passable.

Cette obligation d'écrire, que le ministre s'est imposée à lui-même par sa collaboration au « Reich », le rend souvent presque malade. Cela est vrai surtout dans les moments d'incertitude où la situation politique ou militaire peut changer d'un jour à l'autre, et où ce qui est encore valable aujourd'hui, demain est déjà une absurdité. Il se tortille alors vraiment comme sous le coup de douleurs physiques, il est de si mauvaise humeur qu'on ne peut l'approcher, il va et vient devant son bureau, les traits crispés, luttant contre la tentation de laisser tomber l'article pour cette fois. Mais c'est un combat dont, toujours, il est sorti vainqueur. Tellement la ténacité dans l'accomplissement des devoirs résultant d'une engagement pris (ce dont il parle souvent) est l'un des traits fondamentaux de son caractère.

Après de terribles douleurs d'enfantement, à peine son fils spirituel a-t-il vu le jour, il pose son stylo, se renverse à bout de souffle dans son fauteuil, et sonne deux coups. En ouvrant la porte, je vois tout de suite, à son air heureux, libéré, qu'il est une fois de plus venu à bout de son pensum, et qu'il désire joindre Monsieur Otte, pour lui mettre le nouveau né dans les bras.

Il est d'ailleurs toujours curieux d'observer que le ministre n'est pas exempt de la vanité habituelle aux écrivains. A-t-il sa production imprimée sous les yeux, il la relit plusieurs fois avec satisfaction, prend plaisir à entendre exprimer des louanges et demande à peu près : « Alors, qu'est-ce que vous en

dites ? Croyez-vous que ça porte ? » ou d'autres choses semblables. Naturellement il se met en colère pour les fautes d'impression, la mauvaise disposition, ou les intonations fausses dans la lecture à la radio, qu'il écoute en général très attentivement. En tout cela il se révèle un descendant authentique de la corporation des manieurs de porte-plume.

Sous ce rapport aussi, sa femme le connaît bien et sait comment le prendre, ainsi qu'il apparut récemment, alors qu'il lui montrait pendant le repas le nouvel assemblage des échos de presse relatifs à son dernier article. Toutes les semaines, je dois faire ce montage, sans y omettre les gribouillages les plus bassement flatteurs de quelques feuilles de choux des Etats-satellites. Mme Goebbels déclama ces comptes rendus avec, me sembla-t-il, un intérêt manifestement exagéré, et pendant qu'elle en oubliait le boire et le manger et ne se fatiguait pas de citer une opinion après l'autre, en les accompagnant de remarques telles que « très juste », tout à fait exact «, ou ce type-là a raison »› il restait suspendu à ses lèvres : tableau vraiment touchant, que seul peut contempler d'un regard amusé et compréhensif celui qui connaît par expérience personnelle ce comportement particulier aux écrivains, qui peut paraître curieux ou sot, vu de l'extérieur.

Pendant tout cela, le temps a passé : il est 19 heures. Entre les conversations téléphoniques et les dictées du ministre, l'officier d'ordonnance et moi avons bu froid notre café noir, accompagné de deux tranches et demi de pain, et parfois d'une petite goutte de confiture servie dans une porcelaine de Meissen des plus fines, sur un plateau d'argent. Ce goûter, qui semble une caricature de la devise prussienne « être plus que paraître », n'a guère étouffé les cris de nos estomacs, et déjà nous courons, en esprit, vers le dîner, qui a lieu à 20 heures.

Un peu avant, le ministre donne une série de coups de téléphone. Régulièrement, après ces dictées téléphonées, il appelle le Dr. Naumann, pour apprendre de lui par téléphone les dernières nouvelles militaires (que celui-ci vient d'obtenir du Quartier Général du Führer), ainsi que sa femme, avec qui il s'entretient longuement, avec beaucoup de détails, et souvent très tendrement. Dernier acte officiel avant le repas, le ministre me donne les instructions concernant les télégrammes arrivés entre temps. Il me tend le dossier rouge, se lève de son bureau et va dans sa chambre se préparer pour le dîner. Nous faisons de même.

Le repas est, une fois de plus, vite expédié. Le manque d'exigence du ministre en matière culinaire se révèle, une fois de plus aussi, dans le fait que son plat favori consiste en harengs saurs avec des pommes de terre en robe de chambre. Des amis norvégiens, qui lui connaissent cette faiblesse, lui envoient de temps en temps un petit tonneau de harengs, de sorte que ceux-ci ne viennent jamais à manquer dans les provisions ménagères de Goebbels, et qu'il a son plat de prédilection deux ou trois soirs par semaine. A mon grand regret, car j'ai depuis ma plus tendre enfance une insurmontable aversion pour les harengs. Le peu d'attention que le ministre prête à la nourriture et à son entourage se manifeste en ceci, que ce n'est qu'au cours du quatrième ou cinquième repas de harengs pris ensemble qu'il remarque que je ne touche pas à ses poissons tant aimés, et me contente de pommes de terre toutes sèches. « Eh bien », dit-il, « pourquoi ne prenez-vous donc pas de harengs ? Il y en a pourtant suffisamment ». Je lui explique mon aversion. Il fait appeler le majordome par l'officier d'ordonnance. Au bout d'un moment celui-ci apparaît, tout haletant et montrant par là qu'il a répondu à l'appel du ministre considérablement plus vite que son âge et son embonpoint ne le lui permettent. « Regardez, Monsieur Rohrsen », dit le ministre, « Monsieur von Oven mange des pommes de terre toutes sèches. Il ne supporte pas les harengs. Faites-lui donc faire quelques œufs sur le plat, ou autre chose ». Le désir du ministre est naturellement un ordre, et on m'apporte effectivement les œufs sur le plat. Or les œufs font partie des trésors bien gardés du garde-manger de Goebbels. Il n'y en a pas sur les cartes : ils proviennent du poulailler privé de Schwanenwerder ou de Lanke. Je sais d'ailleurs que cet ordre, déclanché par moi, a mis toute la cuisine en émoi. Je me garderai bien de perdre définitivement et par ma faute la bienveillance du personnel de cuisine et, par conséquence, à l'avenir, je ferai l'effort de déglutir héroïquement le hareng.

Ensuite nous allons dans la salle de cinéma, où l'on sert généralement un cognac ou une liqueur pendant la projection, spécialement lorsque y assiste Mme Goebbels, qui — contrairement à son mari — apprécie volontiers un petit verre d'alcool. Outre un ou deux films étrangers ou allemands, les actualités de la semaine, avant d'être autorisées à paraître, sont projetées au moins deux fois, d'abord en muet, puis avec le texte, musique et bruitage. Les textes sont examinés par le

ministre avec une extrême minutie, et aucun ne reste sans modifications souvent essentielles. Il intervient énergiquement aussi dans le montage et le découpage des images. Aucun film d'actualités n'est projeté en Allemagne, sans que le ministre de la propagande lui-même n'y ait travaillé d'une façon très poussée. Tous les films allemands passent sur l'écran de la salle de l'avenue Hermann-Goering, avant d'être projetés en public. Le ministre n'est pas avare de critiques, mais pas non plus de louanges, lorsqu'elles sont méritées.

Aujourd'hui, par exemple, nous voyons le film, qui vient d'être terminé, « Les Philharmonistes ». C'est une matière brillante, un sujet merveilleux, qui a cependant été manifestement gâché par des mazettes. Le ministre soupire d'un bout à l'autre : « Impossible !... Mon Dieu !... Oh !... Oh !... » Après, il en fait une critique anéantissante. « Nous, Allemands, sommes un peuple sans nuances. Nous ne sommes pas maîtres dans les effets intimes. Toujours à coups de massue. Toujours à coups de gueule. C'est désespérant ! » Puis il parle du film américain, que nous avons vu quelques jours auparavant, « Mrs Minniver », œuvre d'art de premier ordre, justement fait de ces fines nuances, fascinant par sa simplicité toute naturelle. Ce film qui montre la vie d'une famille anglaise pendant les bombardement allemands, a été projeté en Suisse, neuf mois durant, à bureaux fermés. Quelle propagande pour la cause alliée ! Ce film a soulevé une vague de sympathie pour les Anglais, et de haine contre les Allemands. « Ça, c'est de l'art, et en même temps la meilleure propagande », dit le ministre, « mais ce que nous avons vu ce soir n'est ni l'un ni l'autre ».

Après la projection de films, qui se prolonge, surtout s'il y a des invités, en discussions et en monologues souvent interminables du ministre, jusqu'à minuit et même au delà, ce dernier prend congé. Lorsqu'il nous a tendu la main dans le hall, et en monté en boitant au premier étage, il reste encore souvent sur le palier, devant les bibliothèques et les discothèques, avant de disparaître dans ses appartements, un paquet de livres ou quelques disques sous le bras. Je me plonge encore rapidement dans les télégrammes de la soirée, puis je me couche aussi, espérant qu'aucune alerte ne viendra troubler le court repos nocturne. Ainsi se termine une longue journée de travail, bien remplie, à peine différente, dans son déroulement extérieur, de la précédente et de celle qui suivra sans doute encore.

De temps en temps les producteurs de films allemands sont convoqués chez le ministre, qui non seulement leur administre à cette occasion une « injection de ciment », comme nous disons dans notre jargon, pour renforcer en eux » l'épine dorsale » politique qui devient ces derniers temps de plus en plus faible, mais qui a, sur le plan technique aussi, un certain nombre de choses à leur déclarer sans ambages. En l'occurence, le ministre ne se met pas une feuille de vigne devant la bouche, et des expressions telles que « c'est de la crotte » ou « de la merde », pour qualifier certains produits de nos cinéastes, sont absolument à l'ordre du jour. Les producteurs et metteurs en scène visés, l'air embarrassés et les oreilles rouges, sont là comme des écoliers qui se font attraper par le maître. Le ministre en vient à parler des films dont le thème est la vie d'une famille — sujet qui lui tient particulièrement à cœur depuis que le film américain « Mrs Minniver » lui a fait une si profonde impression.

« J'espère », dit-il, « que vous avez tous vu ce film remarquable. Chacun de vous peut en prendre de la graine — et même beaucoup. C'est tout de même vraiment ridicule : les Américains ont inventé le moulin à divorce et souffrent de la diminution de la natalité, et en même temps produisent un tel film, si propre, si décent, sur la famille. Et nous qui avons le souci de la famille saine à notre programme et obtenons des résultats patents, sous forme d'un accroissement du nombre des naissances, — nos films s'épuisent à laminer des sujets plus ou moins glissants, de délicats problèmes de séparation conjugale. C'est un scandale, et j'espère que ça va changer. Et même très vite. »

Il les traite vraiment comme des petits morveux. Plus tard, à table, il donne libre cours à son mépris. « Comment pourrait-on d'ailleurs », dit-il, « faire des films convenables avec ces gens-là ? Il est de bon ton chez eux d'être divorcé au moins une fois. S'ils se marient, ce n'est rien d'autre pour eux qu'un concubinat légalisé. Sous ce rapport, en tout cas, ils s'approchent de leur modèle Hollywood. Ils confondent le manque de tenue avec l'état d'artiste, et la licence effrénée avec le génie. Leur ministre responsable les convoque, et voilà qu'ils viennent sans cravate, le col ouvert, avec des pantalons sans forme ni pli, et croient par leur présentation négligée, se transformer en artistes.

Autant le ministre tient en très haute estime les véritables capacités dans le domaine de l'art, autant il éprouve le plus

profond mépris et une horreur sans borne pour cette faune d'artistes communément rencontrée surtout dans le cinéma. En revanche, tout son amour va aux héros allemands de l'esprit, aux chercheurs, aux savants, inventeurs, médecins, ets... Et il est sans cesse rempli d'amertume, que ce ne soit pas ces derniers, mais justement cette faune d'artistes-là, qui soit confiée à ses soins.

« Ces hommes », dit-il, « qui ont la formation unique au monde de nos universités allemandes, et sont les garants de l'héritage spirituel allemand, dominent de très haut toute cette tourbe de soi-disant « artistes » de cinéma. Ils méritent d'être traités mieux que ne le fait notre fameux ministre de l'Education du Reich ».

« A ce propos, il faut que je vous raconte tout de même l'histoire du Professeur Stockel et de son soixante-cinquième anniversaire. Vous ne la croiriez pas, si ma femme et moi n'en avions pas été nous-même témoins. Stockel est, vous le savez, l'un de nos meilleurs chirurgiens. Aujourd'hui encore, à soixante-dix ans, il opère chaque jour à la clinique de l'Université. Un beau jour, donc, il atteignit l'âge de soixante-cinq ans, et s'attendait, comme nous tous, à ce que des hommages tout particuliers lui soient rendus en cette circonstance, selon l'usage.

En fait, parmi d'innombrables vœux et félicitations venus du monde entier, le courrier lui apporta également une lettre recommandée, portant le cachet du ministre de l'Education du Reich. Stockel est déjà étonné, à vrai dire, que le ministre, s'il en est personnellement empêché, ne délègue pas au moins un représentant pour le féliciter, comme cela aussi doit se faire. Mais comment décrire sa surprise, que dis-je, sa stupeur, à la lecture de la lettre, qui sans autre préambule et en des termes sèchement administratifs, l'informe qu'ayant atteint la limite d'âge légale, il est mis à la retraite, avec effet à la date de ce jour. Heil Hitler ! Signé : Rust, ministre de l'Enseignement et de l'Education du Reich.

Notre « ministre de la culture », qui avait signé la lettre, en savait si peu sur le monde intellectuel allemand placé sous sa dépendance, que le nom d'un professeur Stockel lui était totalement inconnu. Il ignorait tout bonnement que cet homme est une sommité de la médecine, reconnue et célèbre non seulement en Allemagne mais dans le monde entier ; qu'il a, par ses opérations chirurgicales renommées, rendu d'inestimables services non seulement à d'innombrables compatriotes in-

connus, mais aussi à beaucoup de têtes couronnées et d'hommes d'Etat étrangers, — et, qui plus est, a fait faire des progrès considérables à la médecine en général, et à la médecine allemande en particulier.

« Cette « surprise d'anniversaire » était plutôt dure à avaler. Car Stockel est, dans le domaine qui est du ressort de Rust, à peu près l'équivalent d'un George, d'un Binding ou d'un Thorak, dans le mien. Rien d'étonnant à ce que le vieux Stockel ait été blessé et meurtri au plus profond de son âme par ce manque de tact. Il ne s'en cacha pas, lorsque le même jour ma femme alla lui rendre visite, en mon nom également, pour le féliciter et lui remettre une magnifique corbeille de fleurs ainsi qu'un joli cadeau.

« A l'issue de cette visite, ma femme vint me trouver en moins de deux et me raconta en détails cette chose à peine croyable. Je téléphonai immédiatement au Führer, qui, comme on peut le penser, se mit dans une rage folle. Rust fut convoqué par le Führer et sermonné comme un collégien. La mise à la retraite de Stockel fut rapportée et, à sa place, l'Adlerschild lui fut conféré. Mais tout cela ne pouvait naturellement pas réparer ce qui avait été fait.

« Il n'est que trop évident que sous un tel ministre nos créateurs intellectuels ou spirituels s'étiolent et perdent le goût de la création. Quelle misère ! Ils mériteraient d'être l'objet de soins au moins semblables à ceux que je fais prodiguer à ce ramassis de gens de cinéma placés sous ma dépendance, qui sont pourvus d'argent et de toutes les facilités possibles, et qui au lieu de se montrer dignes d'être ainsi traités, vous en remercient par leur manque de caractère, leur ingratitude et une sournoise obstruction. Ils verraient un peu la différence, tous ces beaux messieurs et dames — à l'exception d'un très petit nombre — si un jour nous devions ne plus être là. Tous, ils ont mangé de notre pain, ils se sont même serrés à notre table ; ils ont volontiers accepté de nous leurs millions de cachet et leurs titres de « Professeur » et « d'Acteur de l'Etat ». Et pourtant, j'en suis absolument certain, ils seraient les premiers à s'empresser auprès de nouveaux maîtres, et à prétendre qu'ils ont été de tout temps de bons anti-fascistes, et qu'ils ont été « contraints » d'accepter argent et honneurs. Je les connais, ces canailles ! ».

Sur Stockel encore, l'histoire typique suivante vaut la peine d'être rapportée, — ce que je fais d'après le récit du ministre. Un jour, dans le bunker, l'abri de la clinique de l'Université,

le vieux praticien, entouré d'assistants, d'infirmières et d'étudiants en médecine, est en train de faire une opération difficile. Voilà qu'on le demande au téléphone ; Agacé, il fait signe qu'il ne peut pas. Cependant, l'appel vient du quartier général du Führer. C'est sûrement quelque chose d'important, se dit Stockel, et, à contre-cœur, il laisse le patient entre les mains de l'un de ses assistants. C'est le Professeur Morell, médecin ordinaire du Führer, qui est à l'appareil, avec tout le poids de ses cent-vingt kilos. Il voulait seulement demander comment allait Mademoiselle von Ribbentrop, alors soignée par Stockel. « Bien », hurle Stockel en raccrochant brutalement le récepteur.

Quelques jours après, il reçoit de Morell une lettre furieuse écumante de rage, disant qu'il s'est conduit au téléphone d'une façon inqualifiable, qu'il ne parlait pas à n'importe qui, mais au médecin ordinaire du Führer, et qu'il était prié de fournir par écrit une explication de son attitude. Stockel répond très poliment qu'il se trouvait juste en train de faire une opération ; qu'il n'a pas connaissance que Morell ait jamais donné un cours de chirurgie ; qu'il veut bien croire cependant que celui-ci a assisté à un tel cours au moins comme auditeur, et que, par suite, il peut se rendre compte de ce que l'interruption d'une opération par un appel téléphonique peut avoir de conséquences, surtout lorsque l'objet de cet appel est aussi dénué d'importance que la personne de Mademoiselle von Ribbentrop ; qu'au demeurant la patiente allait bien, autant qu'il est possible dans ces circonstances, ce que, dans la conversation téléphonique en question, vu aussi les circonstances, il avait voulu exprimer dans la forme naturellement la plus brève. Avec le salut allemand. Signé : Stockel. Morell avala sans répliquer cette purge magistrale.

Ce qui dégoûte particulièrement le Ministre dans ce type « d'artistes » défini plus haut, c'est l'immensité de leur manque de culture, qui va de pair avec celle de leur présomption. Avec un plaisir diabolique, il me décrit une certaine réunion, à laquelle il avait invité un grand nombre d'acteurs et d'actrices de cinéma, parmi les plus en vue. « Au cours de la soirée, qui s'était passée en bavardages les plus superficiels, en banalités de toutes sortes, en commérages sur tel ou tel de leurs collègues absents, j'organisai, « raconte-t-il », un de ces jeux, où les participants doivent répondre aux questions les plus diverses, sur des choses connues de toute personne de culture moyenne, par exemple : en quelle année eut lieu la

Révolution française, qui est le président du conseil japonais actuel, qui a inventé la machine à vapeur, combien de symphonies Beethoven a-t-il composées, qu'est-ce que l'érosion, etc...

« Il y avait vraiment de quoi avoir honte, de constater qu'aucune des personnes présentes ne pouvait répondre exactement ni même d'une façon approximative à une seule des questions posées. Il me semble que je vois encore l'une de ces dames, lorsque, à la dernière question citée, sur la signification du mot érosion, elle répondit en minaudant : « mais, Monsieur, on ne demande pas une chose pareille à une dame ». Une autre, dont le nom est connu de tout le monde en Allemagne› n'était pas capable de nommer une seule œuvre de Brunckner ; et un acteur qui, entre autres grands rôles, avait un jour incarné à l'écran la figure d'un héros allemand de l'esprit, grand génie spirituel de l'Allemagne, croyait que Maître Eckhart était un pionnier du travail, décoré le premier mai dernier par le Docteur Ley.

« Je continuai ce jeu pendant une heure environ. Mes hôtes enduraient les tortures de l'enfer, en voyant leur ignorance mise en lumière, leur auréole « d'artistes » se détacher d'eux, et en se sentant eux-mêmes enfin pour ainsi dire tout nus, et très pitoyables. Finalement, je trouvai que ce jeu cruel avait assez duré, et je l'arrêtai. Tout le monde respira, et en un tournemain le clapotis superficiel habituel de leur conversation avait repris son cours ».

Hans W. HAGEN.

L'obéissance de l'officier : Le 20 Juillet 1944

Nous donnons ci-dessous un récit de Hans W. Hagen, un des officiers qui assistèrent auprès du Major Remer, à la tentative de putsch le 20 juillet 1944. Ce récit met en pleine clarté les questions qui se posent à la conscience de l'officier lorsqu'il a à choisir entre les ordres de ses supérieurs hiérarchiques et sa loyauté de soldat. Rappelons, pour mémoire, que la religion de la loyauté contenue dans ces pages, a été formellement condamnée au tribunal de Nuremberg par les gouvernements alliés et notamment par les représentants du général De Gaulle, que les auteurs des complots sont aujourd'hui honorés comme des martyrs et proposés comme des modèles et que le Major Remer vit en exil, banni de son pays.

Dans les premiers jours du mois de juillet 1944, un nouveau plan fut brusquement transmis au Régiment de Sécurité sous le nom conventionnel Walkyrie.

Il s'agissait d'un plan d'alarme pour le cas de grèves ou émeutes de travailleurs (Berlin avait alors plus d'un million de travailleurs étrangers) ou pour le cas du parachutage de troupes ennemies dans la région de la capitale.

Ce plan prévoyait l'entrée en action du Régiment de Sécurité.

Le 15 juillet eut lieu pour la première fois un exercice d'application de cet ordre pour l'ensemble du territoire du Grand

Berlin. Les premières mesures prévoyaient pour le Régiment de Sécurité les dispositions suivantes : état d'alarme pour toutes les troupes disponibles, troupes en tenue de campagne dans toutes les casernes. Préparation de tous les moyens de transport, distribution des ordres de marche et des munitions de guerre, ordre pour le Commandant du Régiment de se rendre auprès du Général commandant la capitale, pour recevoir de lui peersonnellement les consignes d'action.

L'exercice d'alarme se déroula à la satisfaction générale. Le Régiment n'eut besoin que de 27 minutes pour être prêt à être engagé, le Commandant du Régiment revint de la Kommandantur et put donner aussitôt l'ordre de fin d'exercice. Tout avait donc admirablement marché comme dans la répétition des ordres précédents.

Le 18 juillet, le Major Remer, Commandant du Régiment de Sécurité, fut à nouveau convoqué chez le Commandant Militaire de Berlin, le Général von Hase. Il fut question à nouveau du déroulement de l'exercice d'alarme Walkyrie, et le Commandant du Régiment fit sur ce point son rapport, en présence du Commandant Militaire de Berlin et de ses adjudants majors, le Dr. Ertl et le Lieutenant-Colonel Heintz. Il fit son rapport de la manière la plus brève, et en soulignant seulement l'essentiel. Le Général von Hase le remercia cordialement. Lorsque Remer eut quitté le Cabinet du Général à la Kommandantur qui se trouvait N° 1 Unter den Linden, il avait laissé une excellente impression au Général qui prit sa défense contre les personnages assez susceptibles de son Etat Major.

Le 20 juillet 1944 fut un jour très chaud, un soleil brillant de plein été réchauffait Berlin ; la matinée s'était passée pour le Régiment de Sécurité exactement comme tous les jours précédents, les attaques aériennes avaient perdu un peu de leur violence, mais elles n'avaient rien perdu de leur régularité. La Compagnie du Lieutenant Schlee avait été désignée pour le repos de l'après-midi ; le déjeuner était terminé et le Commandant était chez lui à son domicile avec son adjudant et le Lieutenant Hagen.

Entre le Major Remer qui était un homme d'une vaste culture, son adjoint qui était pasteur et le lieutenant de son Etat-Major qui était professeur d'histoire, se poursuivait une conver-

sation qui avait déjà commencé au Mess et qui avait provoqué une vive discussion entre une partie des officiers. Il s'agissait de la question de l'**Hélianthe.** Le Pasteur Sibert, adjudant de Remer considérait cette vieille épopée allemande comme une tentative de l'esprit germanique pour se rapprocher de l'esprit catholique, tandis que le Dr. Hagen, au contraire, en désignait Louis le Pieux comme l'inspirateur et voyait en cela une tentative officielle pour rapprocher deux courants spirituels étrangers l'un à l'autre. Remer dut, au cours de cette conversation, faire un saut jusqu'à la piscine, non sans laisser aux deux adversaires une bouteille de vin pour faciliter leur réconciliation.

Au milieu de cette discussion retentit soudain le téléphone. Le Pasteur Sibert prit l'écouteur, sa voix chaude, jeune et calme répliqua à l'appareil : « Parfaitement, j'ai très bien compris et je répète : l'Opération Walkyrie est déclenchée ». Il est étonnant qu'il ne lui vint pas à l'esprit qu'il s'agissait peut-être, comme quelques jours plus tôt, d'un exercice de répétition. — Cette fois, il paraît que c'est sérieux, se borna-t-il à dire à Hagen.

Tout se déroula suivant le plan convenu. Il n'y avait que le bain du Commandant du Régiment qui n'avait pas été prévu. Mais, malgré cela, tout marcha comme sur des roulettes, les Compagnies furent aussitôt sur pied de guerre, reçurent leurs munitions et leurs consignes, lorsque le Commandant du Régiment, juste une demi-heure plus tard, revint de sa visite au Commandant Militaire de Berlin en compagnie d'un lieutenant qui était inconnu aux officiers du Régiment de Sécurité. L'exposé de la situation et le passage des consignes eut lieu dans le Cabinet du Commandant. Remer expliqua en peu de mots la situation :

Attentat contre le Führer. Résultat de l'attentat : inconnu. L'Armée prend le pouvoir. Consignes du Régiment de Sécurité : cerner les immeubles du Gouvernement. Interdit à qui que ce soit, même Ministre ou Général, de franchir le cordon de sécurité.

Les Sections furent réparties le long du quartier des ministères, leur emplacement fut marqué sur la carte. Au milieu de cette répartition du travail, arriva un appel téléphonique qui parut mécontenter assez vivement le Major Remer. Les officiers entendirent seulement ceci :

« Je n'ai pas un homme disponible, et, du reste, personne n'a à me donner des ordres de la part du Commandant de l'Armée (O.K.H.), laissez-moi tranquille avec de telles histoires. Prenez votre décision tout seul s'il vous plaît. » Les officiers présumèrent qu'à l'autre bout du fil se trouvait le chef du Bureau de Sécurité de l'O. K. H., le Colonel Rudolph Schlee.

La conférence prenait fin. Remer qui, jusqu'ici, s'était borné à donner des explications techniques, exprima alors pour la première fois l'idée qu'il ne pouvait pas se défendre d'une sorte de sentiment désagréable, mais aussitôt il s'interrompit et conclut :

« Nous allons rapidement éclaircir la situation. On parle à la Kommandantur de troubles qui se seraient produits. Pendant mon trajet, je n'ai remarqué rien d'anormal ni à l'aller ni au retour. Par conséquent application de mes ordres exclusivement. Quelqu'un a-t-il une question à me poser ? »

A ce moment-là le spécialiste de la question des Transports et Communications, qui était venu de la Kommandantur avec le Major Remer, un certain Lieutenant Wolters, au grand étonnement du Régiment, se leva et dit :

« Je vous demande, s'il vous plaît, de ne pas me regarder ici comme un agent provocateur. »

A ces mots, le Lieutenant Hagen se tourna vers Remer et lui dit :

« Monsieur le Major, s'il vous plait, j'aimerais vous parler seul à seul ».

Remer acquiesça. Tous les deux passèrent dans le bureau de l'Adjudant de l'autre côté du couloir.

En se rendant au Régiment pour y prendre des renseignements, vers 13 h. 45, Hagen avait rencontré, déclara-t-il, dans la Frieddrichstrasse, à la hauteur du Wintergarten, l'ancien Maréchal von Brauchitsch, en grand uniforme, et avec son bâton de Maréchal, qui était passé tout près de lui en voiture. Une erreur était absolument exclue, car Hagen, ayant été gravement blessé pendant la Campagne de France, avait été soigné pendant plusieurs mois à l'Hôpital Oscar-Hélène, dont la protectrice était Mme von Brauchitsch, qui faisait régulière-

ment des visites aux blessés de son mari. De plus, au moment de leur convalescence, les blessés étaient, de temps en temps invités au domicile personnel du Maréchal au 19 Dohnenstieg. Hagen avait eu ainsi à plusieurs reprises l'occasion de parler au Maréchal et, par la suite, il avait souvent échangé des saluts avec lui dans la rue. Sur le moment, Hagen n'avait attaché aucune importance à cette rencontre, quoi qu'il ait été vivement frappé que l'ancien généralissime apparaisse soudain en grand uniforme et dans une voiture officielle sans que l'opinion ait été informée de son retour au service.

Dans la situation confuse qui venait de se produire, Hagen croyait donc de son devoir de faire part à son Commandant de Régiment de cette rencontre. Remer répéta son impression, et parla à nouveau de la situation assez confuse qu'il avait remarquée à la Kommandantur, où personne n'avait pu lui donner aucune précision sur l'extension du complot ou sur ses exécutants, tandis que le Général von Hase se bornait à répondre à toutes ces questions avec des haussements d'épaules.

Les deux hommes se mirent d'accord pour essayer de voir un peu plus clair dans le fond des choses. La solution la plus simple n'était-elle pas d'envoyer Hagen, qui était par son service chargé de la liaison avec le Ministère de la Propagande, auprès de Goebbels ? Goebbels était effectivement Commissaire à la Défense du Reich, et, en même temps, protecteur de la Division Gross-Deutschland à laquelle appartenait le Régiment de Sécurité.

Remer et Hagen revinrent donc dans le cabinet du Commandant où les autres officiers étaient tous rassemblés. De la fenêtre on pouvait voir défiler les têtes de colonnes du Régiment, qui rejoignaient déjà les postes qui leur avait été fixés.

Maintenant les camions chargés de troupes se trouvaient rassemblés dans les cours de casernes où ils prenaient en charge les seules armes lourdes qui étaient à leur disposition, c'est-à-dire des obusiers anti-tanks auxquels on donnait le nom de tchen-paks.

Le Major Remer se tourna une dernière fois vers ses officiers :

« Donc, mes ordres sont clairs ; les Compagnies ont leur secteur désigné. Elles obéissent exclusivement à mes ordres. Le Lieutenant Hagen part sur mon ordre chez Goebbels pour recevoir des éclaircissements sur la situation, sur laquelle la Kommandantur me semble savoir très peu de chose. Mon poste de commandement se trouve à la Kommandantur, dans le Cabinet qui précède celui du Général von Hase. Me rendre compte à cet endroit de l'accomplissement de mes ordres. Le lieutenant Gess reste comme officier de liaison ici à la caserne du Régiment ».

Aussitôt, les chefs de Compagnies prirent le commandement de leurs troupes, tandis qu'un chauffeur allait trouver le Lieutenant Hagen pour l'amener chez Goebbels.

Hagen se trouvant gêné pour s'asseoir par la longue dague qu'on devait porter en service dans le Régiment de Sécurité s'en débarrassa en la tendant à son ordonnance, et partit ainsi sans l'arme réglementaire. En outre, au lieu de mettre son casque comme il était prescrit, il se contenta de garder sa casquette. Dans cette tenue, il aurait pu être arrêté par n'importe quel membre du Service d'ordre parce qu'il n'était pas dans l'uniforme réglementaire des troupes en service.

Le Ministère de la Propagande se trouvait à la Wilhelmplatz. Le bureau du Ministre se trouvait au premier étage. Comme le SS de garde connaissait le lieutenant du Régiment de Sécurité, il le laissa passer sans observation. Il se trouva aussitôt au premier étage à gauche où se trouvait le conseiller Henrich-Storff qu'il connaissait depuis longtemps. Hagen lui demanda aussitôt sans aucune formalité :

— Qu'est-ce qui se passe ?

Henrichstorff ne comprit pas la question. Dans le bureau du Ministre le calme et l'ignorance étaient complets.

— Il faut que je parle immédiatement au Ministre, poursuivit Hagen, et il expliqua la situation et les ordres qui venaient d'être donnés au Régiment de Sécurité.

Le Secrétaire personnel du Ministre apparut :

— Le Ministre est déjà rentré chez lui, mais je vais vous annoncer tout de suite.

Le coup de téléphone ne put avoir lieu aussitôt parce qu'au domicile particulier de Goebbels on trouva la ligne occupée par une conversation directe avec le Quartier Général du Fuhrer qui barrait toutes les autres communications et avait pour conséquence de les retarder toutes, en raison de sa priorité absolue. Au bout de quelques minutes, Henrichstorff réapparut toutefois pour dire que Hagen pouvait se rendre immédiatement au domicile personnel du Ministre, Hermann-goeringstrasse N° 20. L'officier de service des SS, Eckholt, accompagna Hagen, dès son arrivée, au cabinet de travail de Goebbels, au premier étage.

— Eh bien ! Docteur Hagen, quest-ce que vous voulez ? demanda Goebbels, sans paraître éprouver aucune espèce d'inquiétude sur cette apparition insolite à cette heure, et dans cette pièce, d'un officier du Régiment de Sécurité.

— Le commandant de mon Régiment, le Major Remer, demande des explications. Le Régiment de Sécurité est entré en action depuis trois quarts d'heure pour l'application du plan d'alarme Walkyrie. La situation lui a été expliquée comme suit à la Kommandantur : « Attentat contre le Fuhrer, issue de l'attentat : inconnue. L'Armée prend le commandement en chef. Le Régiment de Sécurité cerne le quartier des Ministères. Il est interdit à toute personne, quelle qu'elle soit, Ministre ou Général, de franchir le cordon de sécurité. »

Goebbels explosa aussitôt :

— Mais ça ne va pas du tout, le Fuhrer est vivant, je viens de parler à l'instant avec lui. Il y a eu, en effet, une tentative d'attentat à laquelle il a miraculeusement échappé. Mais tout le reste de ce que vous me racontez est une absurdité.

Hagen s'approcha de la fenêtre.

— Regardez, Monsieur le Ministre, voilà justement une colonne de mon régiment qui passe dans la rue pour rejoindre le secteur qu'elle doit occuper. C'est la compagnie du lieutenant Schulze, je le reconnais parfaitement. »

— Qu'est-ce que nous allons faire alors, dit Goebbels ?

— Je propose que vous convoquiez chez vous le Commanmant du Régiment de Sécurité.

Goebbels se mit aussitôt à se rasseoir à sa table de travail, et, avant tout, rédigea un protocole, mot par mot, de la conversation que nous venions d'avoir. Puis, il demanda aussitôt à être mis en liaison avec le Commandant de la Garde du Corps d'Adolphe Hitler à Lichterfelde ; celui-ci vint aussitôt à l'appareil.

— Commandant, j'ordonne en tant que Commissaire Général à la Défense du Reich et Gauleiter de Berlin, que la Garde du Corps soit mise immédiatement en état d'alarme. Vos hommes seront prêts à partir à tout moment, mais ils attendont toutefois mes instructions. La Garde du Corps ne quittera son casernement que sur mon ordre exprès, et cet ordre devra être donné par moi personnellement au téléphone ou par écrit ou transmis par un courrier que vous connaissiez personnellement.

Hagen, auquel le Ministre avait donné un écouteur, entendit le garde du corps répéter l'ordre et en garantir l'exécution absolue Goebbels, ayant reposé l'écouteur dit à Hagen :

— J'ai alerté la Garde du Corps pour le cas où on aurait besoin d'elle, mais, en même temps, comme vous avez pu le voir, je l'ai laissée l'arme au pied pour l'instant. Je ne veux pas que les événement dramatiques de 1934 entre les SA et les SS se reproduisent aujourd'hui entre l'Armée et les SS.

Comme il remarquait sur le visage de Hagen que celui-ci commençait à comprendre le caractère dramatique des événements qui étaient entrain de se dérouler, il termina là l'entretien.

— Bon, retournez maintenant vers Remer, et dites-lui de venir me voir.

Hagen salua.

Comme il allait sortir de la pièce, Goebbels se rapprocha de lui, le prit par le bras et lui demanda :

— Est-ce qu'on peut avoir confiance en Remer ?

Hagen répondit immédiatement et avec force :

— Monsieur le Ministre, je réponds de lui sur ma tête.

— Bon, allez le chercher, et dites-lui que s'il n'est pas là dans vingt minutes, je donne d'ordre de marche à la Garde du Corps, car je devrais penser qu'il est retenu à la Kommandantur contre sa propre volonté.

Le Lieutenant Hagen, après avoir été arrêté plusieurs fois par des patrouilles de son Régiment, parvint cependant à gagner la Kommandantur dont les postes étaient occupées, contrairement à la coutume, par des troupes de gendarmerie qu'on avait adjointes au Régiment de Sécurité. Il parvint à passer et à faire prévenir le Pasteur Sibert et le Lieutenant Buck, adjoints de Remer, et il essaya de retourner chez Goebbels, malgré l'opposition des postes de gendarmerie qui ne voulaient pas le laisser quitter la Kommandantur. Pendant ce temps, l'entretien entre Remer et von Hase avait pris fin et ses deux officiers adjoints lui firent part des dernières nouvelles.

Après avoir entendu, Remer leur dit aussitôt :

— Vous allez venir tous les deux avec moi dans le bureau du Général von Hase et vous allez répéter en sa présence ce que vous venez de me dire.

C'est ce qui a lieu aussitôt. Et, sur-le-champ, Remer, se tournant vers le général, lui demande ce qu'il doit faire.

— Vous n'allez pas chez Goebbels, répond le général, première parole claire que Remer ait entendu depuis le début de l'après-midi.

A ce moment-là Remer comprit le sens véritable d'une question qui avait été posée par le Général quelques instants plus tôt. Von Hase s'était demandé :

— Est-ce que nous devrions pas aussi arrêter Goebbels ? et, Remer ayant demandé s'il s'agissait de protéger son domicile, n'avait reçu pour toute réponse qu'un haussement d'épaule qui rendait l'ordre assez obscur.

Remer ayant fait remarquer alors qu'il ne lui paraissait pas convenable de participer à l'arrestation du protecteur de sa division, le Général avait chargé de cette mission un détachement de la Gendarmerie.

Buck et Sibert avaient quitté le cabinet du Général tandis que Remer restait pour écouter les instructions données sur la carte par von Hase concernant particulièrement les blocs d'immeubles qui se trouvaient à l'est de la gare d'Anhalt pour lesquels le Général demandait la plus grande vigilance aux sections de sécurité.

— Qu'est-ce qu'il y a donc de si important là-dedans ? demanda Remer. Il ne reçut pour toute réponse que le haussement d'épaules habituels. Remer était arrivé depuis trop peu de temps à Berlin pour savoir que, dans ce quartier, entre la rue Hedemann près de la Wilhelmstrasse jusqu'à l'Albrechtstrasse se trouvaient les Bureaux de la Direction de la Direction de la Gestapo et du SD.

Remer prit congé à cet instant, en demandant au Général la permission d'aller inspecter les compagnies de son régiment pour s'assurer de l'exécution des ordres.

Devant la Kommandantur, Remer resta embarrassé. Il avait besoin d'un peu d'air frais pour voir plus clair dans ses pensées. Il avait connu dans sa vie militaire des situations dramatiques dans lesquelles on recevait des ordres auxquels il fallait se plier sans discussion. Pour les responsables la situation était alors limpide ; ils avaient à choisir entre le Conseil de Guerre ou la Croix de Fer. Mais ici, au contraire, c'était une toute autre difficulté à laquelle il n'avait jamais été habitué. Une seule chose était claire pour lui : il se trouvait dans une situation qui exigeait de lui les décisions les plus graves dans l'ordre moral, et dans laquelle une pure et simple exécution des ordres reçus engageait automatiquement sa responsabilité personnelle.

Quelles étaient les forces qui se trouvaient, ici, en présence, à quel point fixe se rattacher dans ce tourbillon d'événements ?

Toutes les questions qui se posaient à lui, lui paraissaient, en somme, se résumer toutefois à une seule qui était décisive à cette minute capitale et qui était celle du serment du soldat. A qui avait-il prêté serment ? Le Fuhrer qui avait reçu son serment était-il encore vivant ? Pourquoi son général n'avait-il voulu faire aucune réponse à cette question qu'il lui avait posée à plusieurs reprises ?

C'est dans ces dispositions que Remer rencontra son Adjudant, le pasteur Sibert à la porte du bâtiment.

Les deux hommes sentirent qu'une conversation décisive allait avoir lieu entre eux.

— Sibert, que feriez-vous à ma place ? demanda le Commandant à son Adjudant auquel en cet instant-là il demandait exactement « l'aide » que son titre lui promettait.

Comme Sibert hésitait, Remer résuma sa situation :

— Von Hase m'interdit d'aller chez Gœbbels. Hagen me fait savoir, d'autre part, que Gœbbels demande à me voir. Von Hase ne semble pas connaître tous les éléments de la situation. Gœbbels affirme que le Fuhrer est toujours vivant. Si c'est vrai, qu'est-ce que peut bien signifier l'ordre de cerner tous les Ministères ? Je commence à penser que nous nous trouvons entre deux feux. Sibert, nous jouons en ce moment notre tête. Qu'est-ce que nous devons faire ?

Sibert réfléchit un instant, puis il répondit :

— Voici mon avis, Monsieur le Major : vous avez eu raison de cerner le quartier des Ministères, puisque vous avez reçu l'ordre d'accomplir cette mission. Mais, maintenant qu'elle est accomplie, nous avons le devoir de nous faire une idée juste de la véritable situation.

Cette réponse suffit à Remer pour le confirmer dans sa décision. Sans dire un mot, il fit signe à son adjoint qu'il était d'accord, et monta dans sa voiture. Une chose lui paraissait sûre : il fallait aller trouver Gœbbels pour obtenir chez lui les données nécessaires pour prendre une décision. Il ordonna à son chauffeur :

— Porte de Brandebourg, puis ensuite à gauche, Hermanngœringstrasse 20.

Devant le domicile du Ministre, Hagen attendait impatiemment son Commandant. Les dix premières minutes s'étaient rapidement passées. Comme Hagen attendait l'arrivée de Remer, devant la porte du jardin de Gœbbels, se présenta à ce moment-là le peloton de gendarmerie qui était chargé d'exécuter l'ordre d'arrestation du Ministre. Une courte conversation sur la situation eut lieu entre l'officier qui commandait ce peloton et le lieutenant Hagen, et l'officier décida d'attendre quelques minutes jusqu'à l'arrivée de Remer pour procéder à l'arrestation.

Pendant que l'un et l'autre attendaient, Hagen commençait à faire des réflexions anxieuses. Qu'allait-il arriver si le peloton de gendarmerie se heurtait au service d'ordre des SS chargé de protéger le Ministre ? On allait tirer, c'était sûr. Les gendarmes recrutés pour la circonstance, appartenaient à l'école du Génie de Lichtefelde. Ils faisaient une assez bonne

impression, mais contre des SS protégés par les murs et installés dans la maison, ils ne semblaient pas de taille à pouvoir exécuter leurs ordres. Remer allait-il arriver à temps et même allait-il pouvoir revenir ?

Déjà un quart d'heure s'était passé et personne n'apparaissait. Le délai fatal de 20 minutes allait justement prendre fin, quand la voiture du Major apparut de la Porte de Brandebourg dans la Hermanngœringstrasse. Remer avait un visage bouleversé, on lisait sur son visage tout son embarras, mais aussi toute sa volonté d'y mettre un terme. Sautant les marches quatre à quatre, il se précipita sans même saluer dans l'anti-chambre du Ministre.

Speer, le Ministre du Ravitaillement et Sieeg, le Bourgmestre de Berlin, attendaient tous les deux dans l'anti-chambre mais il ne s'en aperçut même pas. Il ne vit pas non plus l'officier de liaison de la Garde du Corps d'Adolf Hitler qui était déjà arrivé de Lichterfelde. Il vit seulement à travers la porte ouverte Gœbbels qui était assis derrière une grande table.

Le Ministre se leva aussitôt et vint au-devant de lui. Les deux hommes s'assirent l'un et l'autre à la table d'un secrétaire. Gœbbels tout petit, Remer énorme auprès de lui, mesurant près de deux mètres et le dépassant de toute la tête.

— Je vous remercie, Monsieur le Major, dit Gœbbels, d'être venu.

— Monsieur le Ministre, j'ai voulu établir la liaison avec vous, parce que je suis dans une obscurité complète au sujet de la situation actuelle. On m'a seulement dit qu'un attentat avait eu lieu contre le Fuhrer.

— C'est exact.

— On m'a dit que le Fuhrer était mort.

— Le Fuhrer est vivant.

— Mais l'Armée a pris le pouvoir.

Gœbbels parut embarrassé.

— Comment cela ? Le Fuhrer exerce le pouvoir exactement comme avant. Vous êtes victime d'un mensonge.

Remer ne se démonta pas.

— Pouvez-vous m'en donner la preuve, Monsieur le Ministre ?

— C'est très simple, j'ai parlé il y a quelques instants moi-même avec le Fuhrer.

— Puis-je parler, moi aussi, avec le Fuhrer ?

Gœbbels hésita un instant.

— Mais naturellement, Monsieur le Major. Etant donné la gravité des ordres qui vous ont été donnés par la Kommandantur, je comprends parfaitement votre demande.

Gœbbels ne savait pas que parmi ces ordres donnés par la Kommandantur, il y avait notamment celui de l'arrêter.

Il appuya sur un bouton. A la porte de son anti-chambre apparut son officier d'ordonnance, le lieutenant Von Owen, qui, en l'absence de son Adjudant Schwagermann, était en service.

— Voulez-vous demander une communication directe avec Wolfsschanze, Bunker du Fuhrer.

Une telle communication ne pouvait avoir lieu qu'en utilisant la ligne de l'O.K.W. (grand quartier général). Ni Gœbbels ni Remer n'eurent le soupçon à cet instant que la poste centrale de la Bendlerstrasse et le Bunker téléphonique de l'O.K.W. à Lotzen pouvaient fort bien se trouver entre les mains des conspirateurs qui auraient pu ainsi rendre toute liaison impossible. Néanmoins, une demi-heure plus tôt, une communication avait encore pu avoir lieu, par laquelle les premières nouvelles de l'attentat avaient été transmises.

Il fallut à peine une minute pour avoir la ligne.

Gœbbels prend aussitôt l'appareil et explique :

— Mon Fuhrer, le Commandant du Régiment de Sécurité Gross-Deuchland est, sur ma demande, venu à mon bureau, et il demande sur la situation des renseignements dont il a besoin pour l'exécution des ordres extravagants qui lui ont été donnés ici par la Kommandantur de Berlin. La Kommandantur a ordonné au régiment de Sécurité de cerner le quartier des Ministères et de ne laisser passer qui que ce soit, Ministre ou Général.

Remer trouve que cette conversation est trop longue. Est-ce qu'on joue une comédie devant lui, est-ce que tout cela est une scène arrangée, des mots qui ont un sens secret pour cacher autre chose ? Il est inquiet.

Gœbbels remarque la nervosité de Remer. Il s'interrompt et dit à l'appareil :

— Voulez-vous me permettre de vous passer le Major lui-même à l'appareil ? Et en même temps il tend à l'impatient Commandant du Régiment de Sécurité son écouteur.

Remer se présente militairement.

Il entend la voix d'Hitler à l'autre bout du fil :

— Reconnaissez-vous ma voix ?

— Parfaitement, mon Fuhrer.

Et comme si Hitler avait voulu faire disparaître toute espèce de doute, il demande à nouveau :

— Etes-vous parfaitement convaincu que c'est bien moi qui suis à l'appareil ?

Comme le Commandant de Régiment de Sécurité hésite encore un instant à répondre, la voix d'Hitler se fait entendre à nouveau et, avec netteté détruit les derniers doutes.

— Major Remer, une petite clique d'officiers félons et sans honneur, a formé un complot contre moi. Il a échoué. On a annoncé qu'en liaison avec ce complot, un soulèvement est en cour à Berlin. Je vous donne à vous personnellement, Major Remer, l'ordre de réduire ce soulèvement par tous les moyens. A partir de l'instant présent, vous n'avez plus de supérieur hiérarchique, vous avez les pleins pouvoirs. Cette délégation est valable jusqu'à l'arrivée à Berlin du Reishsführer des SS, Himmler, entre les mains duquel vous remettrez le commandement. M'avez-vous parfaitement compris ?

— Parfaitement, mon Fuhrer.

Hitler interrompit la communication après la répétition de ses ordres par Remer :

— Bien, allez-y, lui dit-il.

Gœbbels regarda avec attention le visage de Remer. Reconnut-il au changement de son visage que le Commandant responsable de ses hommes avait enfin trouvé une base ferme pour sa conduite, le serment du soldat ? Il connaissait assez les hommes pour avoir compris que l'expression énergique qui venait de se montrer sur le visage pendant la conversation téléphonique avait une autre signification que la simple satisfaction d'avoir mis fin à une ambiguïté. Il exprimait la décision bien arrêtée de suivre jusqu'au bout, la ligne de conduite prescrite par le serment du soldat et d'écraser le soulèvement maintenant clairement reconnu comme une trahison et une félonie.

Georges MOUGENOT

CHRONIQUES D'UN AUTRE TEMPS

(Choses lues dans la presse libérée)

1er février 1945. L'Amérique est en liesse. On fête le 63e anniversaire du Président Roosevelt. Tout porte les démocrates à l'optimisme. L'hydre du fascisme se débat dans ses derniers soubresauts. Les coups de boutoir anglo-américains ont enfoncé la ligne Siegfried. L'Armée Rouge avance rapidement vers Berlin. Aux Philippines, Mac Arthur a repris Manielle et les « Marines » nettoient Iwo-Jima.

Dans le fracas des bombardements, la voix du docteur Goebbels est désespérée. Le Général de Gaulle, par contre, formule ses exigences avec aplomb.

La présence définitive de la France d'un bout à l'autre du Rhin, la séparation du territoire de la rive gauche du fleuve et du bassin de la Ruhr de la futur Allemagne, l'indépendance des nations polonaise, tchécoslovaque, autrichienne, balkaniques, sont des conditions que la France juge essentielles. Nous souhaitons que nos alliés les jugent telles. Nous ne sommes pas inquiets quant à la possibilité que nous avions de réaliser la plupart d'entre elles puisque nous sommes 106 millions d'hommes bien vivants, bien rassemblés sous le drapeau français à proximité immédiate de ce qui nous intéresse directement.

Et avec la perspicacité qui lui est coutumière, le général dévoile les moyens qui lui semblent les plus aptes à réaliser une telle politique.

Pour assurer la sécurité, nous comptons sur nos alliances. Nous avons conclu une belle et bonne alliance avec la puis-

sante et vaillante Russie, nous sommes désireux d'en sceller une autre avec la vieille et brave Angleterre. Au dehors comme au dedans, cette doctrine et cette action doivent former un ensemble cohérent, car tout se tient dans la vie d'un peuple et la grandeur ne se divise pas.

(Allocution radiodiffusée du Général de Gaulle, 5 février 1945).

Mais où est la véritable grandeur ? Dans les hallucinations du Grand Chef ou dans la sérénité d'un condamné à mort. Robert Brasillach, en effet, vient de vivre ses derniers instants. Evénement jugé insignifiant par la presse libérée, qui lui consacre en général deux lignes en deuxième page. « Libération » cependant, nous laisse un bref compte-rendu émouvant dans sa sécheresse.

Robert Brasillach a été fusillé hier matin à 9 h. 40 au fort de Montrouge. Il avait appris avec sang-froid, à son réveil, que sa grâce était rejetée : « C'est aujourd'hui le 6 février, un anniversaire. » dit-il.

Dans le couloir qui le menait vers la sortie de la prison de Fresnes, en passant devant les cellules qu'il croyait être celle des deux condamnés, Brasillach s'écria : « Adieu Béraud, Adieu Combelle ».

Parvenu au fort de Montrouge, il demanda à s'entretenir avet M. Reboul, commissaire du gouvernement, qui avait requis contre lui la peine de mort. « Vous avez fait votre devoir, lui dit-il. Moi, j'ai agi pour ma Patrie. Dieu vous jugera. »

Conduit au poteau d'exécution, il refusa de se laisser bander les yeux et avant le commandement : « Feu », il cria : « Vive la France, quand même ! »

(*Libération, 7 février* 1945).

Mais la presse résistante ne songe guère à s'attendrir. Trop d'événements heureux absorbent son attention. Joukov, entré dans Kustrin, est à moins de 100 km. de Berlin. Le 13 février, la conférence de Yalta s'achève en pleine euphorie. Les colonnes de la presse française ne sont pas assez larges pour salver l'heureuse issue de la conférence de la paix.

Une ombre toutefois au tableau de la politique intérieure française : d'authentiques héros de la Résistance sont victimes d'une campagne d'odieuses calomnies.

Tout un programme bien orchestré. Tout d'abord, posées de nuit sur les murs de Paris, des affiches rayées de tricolore et do t le caractère de provocation est bien mal dissimulé. Et puis, de bouche à oreille, sournoise, une campagne de calomnies qui enfle ses rumeurs jusqu'à submerger l'opinion. « Vous savez, le colonel Rol-Tanguy, le Libérateur de Paris, eh bien, il est en prison. Une sale affaire... » Une sale affaire ? Selon les uns, il s'agit de traite des Blanches. Selon les autres, de concussion : un détournement de 40 millions au moins...

Depuis hier, c'est au général Joinville qu'on s'en prend. Rol et Joinville n'ont à répondre d'aucun délit : Et le général Rol est aussi libre aujourd'hui qu'hier, encore qu'un ministre en exercice, du comité directeur du M.L.N. ait annoncé qu'il était incarcéré. La 5e colonne, qui n'a plus ni « Gringoire » ni Béraud, n'a point pour cela changé ses méthodes. Son but : discréditer la Résistance en salissant ses chefs. Et atteindre finalement le général de Gaulle, à travers ses plus fidèles, ses plus courageux et ses plus désintéressés soutiens.

(*Libération*, 13 *février* 1945).

Dieu merci, il existe des motifs de consolations. Les Boches sont en train de payer.

Dresde qui avait été bombardée hier soir par plus de 800 bombardiers lourds de la R.A.F., a subi cet après-midi une nouvelle attaque en force de l'aviation américaine. Les américains ont trouvé la ville encore rouge des incendies provoqués par le bombardement de la nuit au cours de laquelle 650.000 bombes incendiaires avaient été lancées.

(*Libération*, 16 *février* 1945).

Autre bonne nouvelle, le 17 février. « 1.500 *avions écrasent Tokyo* ». titre triomphalement le « Monde ».

Le même jour, la curiosité des lecteurs de « Libération » est attirée par un fait divers dijonnais.

L'ex-commissaire de police Jacques Larsac, dont la Cour de Justice de Dijon avait renvoyé le procès jusqu'à la cessation des hostilités, a été lynché hier après-midi à la suite d'un meeting de protestation, la foule se rendit à la prison, où, après avoir enfoncé les portes, elle s'empara de l'ex-commissaire Larsac et le lyncha, le cadavre du policier fut ensuite pendu à un poteau de signalisation routière puis traîné dans les rues de la ville et à nouveau accroché aux grilles de l'Hôtel-de-Ville.

(*Libération*, 17 *février* 1945).

Pendant ce temps, la guerre à l'Est continue. Koniev est arrivé à 70 kilomètres de Berlin. Les bons sentiments à l'égard de l'U.R.S.S. ne cessent de s'affirmer.

Car il est des leçons que nous n'avons pas oubliées. Ce qui a servi la guerre et notre défaite, c'est la méfiance qui n'a cessé de croître entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales. Si l'U.R.S.S. a signé le pacte germano-soviétique, c'est qu'elle avait fini, avec de bonnes raisons, par douter de la sincérité des gouvernements démocratiques. Et si la sincérité démocratique n'a pas été entière, c'est que d'absurdes préjugés les maintenaient en état de méfiance devant l'U.R.S.S.. Les résultats ne se sont pas faits attendre.

(*Editorial de Combat,* 20 *février* 1945.)

Le général de Gaulle lui-même ne manque pas de témoigner son affection au guide génial des peuples soviétiques.

Le général de Gaulle a adressé vendredi au maréchal Staline le télégramme suivant, à l'occasion du 27e anniversaire de l'Armée Rouge : « C'est dans le combat et dans la victoire que l'Armée Rouge célèbre aujourd'hui sa fête. Je vous demande, Monsieur le Maréchal, de transmettre aux glorieuses armées que vous commandez, l'hommage de reconnaissance et d'admiration des armées et du peuple de France. »

(*Combat,* 23 *février* 1945.)

André Siegfried, pour sa part, exalte les vertus militaires de la Résistance dans les colonnes du Figaro.

La Résistance a magnifiquement exprimé la volonté profonde du pays quand elle a bouté l'Allemand hors de France, entraînant de ce fait l'effondrement du gouvernement sans racines de Vichy.

(*André Siegfried, Le Figaro,* 24 *février* 1945.)

On peut se demander, dans ces conditions, pourquoi les Forces Françaises de l'Intérieur ont attendu le débarquement allié pour nous débarrasser de l'ennemi éxécré.

La légitimité du gouvernement provisoire repose cependant sur cette fable, il est bien évident que le général de Gaulle ne cherchera pas à la contester. Il s'efforce au contraire d'accréditer la version d'une unanimité nationale réalisée autour de sa personne.

« Au moment où j'arrivais le 25 août 1944, m'était remise une communication d'un représentant du maréchal Pétain. Le représentant avait, en vertu d'un ordre écrit, daté du 11 août 1944, tous pouvoirs pour rechercher avec moi « une solution de nature à éviter la guerre civile ». J'ai éconduit le représentant, Messieurs, où est la guerre civile ? »

(*Applaudissements unanimes de l'Assemblée.*)

(*Discours prononcé le 2 mars 1945 par le général de Gaulle devant l'Assemblée consultative.*)

Le général s'en lave les mains. Il ne saurait d'ailleurs avoir la moindre espèce d'égards envers le « vieux traître » soucieux d'épargner le sang français. Par contre, selon une dépêche de Moscou, la sollicitude du gouvernement français semble toute acquise à une personnalité littéraire tout à fait intéressante.

Le général Catroux, ambassadeur de France à Moscou, a remis les insignes de la Légion d'honneur à l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg. C'est la première fois que le général de Gaulle décore une personnalité civile de la Légion d'honneur, le chef du gouvernement ne l'ayant jusqu'à présent décernée que pour récompenser les hauts faits de guerre.

(*Le Figaro, 6 mars* 1945.)

Cependant, la guerre continue. Dans la presse parisienne, les titres se succèdent : le 8 mars, les Américains ont pris Cologne ; le 9 mars, les Japonais occupent complètement l'Indochine française ; le 10 mars, les Américains franchissent le Rhin à Remagen ; le 11 mars, Tokyo disparaît dans les flammes.

La nuit dernière, 300 *forteresses volantes américaines ont pris part au bombardement de Tokyo. Elles ont déversé* 1.500 *tonnes de bombes incendiaires. Le palais impérial a pris feu et l'Agence Reuter précise qu'il a brûlé pendant* 17 *heures après l'attaque aérienne. Le général Thomas Power, commandant les unités de forteresses de la base de Gvain, qui a survolé la capitale nippone pendant deux heures, a déclaré à sa descente d'avion : « Jamais je n'ai vu un spectacle aussi impressionnant que Tokyo en flammes. Des quartiers entiers de la ville brûlent. Notre action a été* 50 *fois plus destructrice que lors de notre raid de février. Plus de* 38 *kilomètres carrés de la capitale ont été dévastés. » D'autre part, un communiqué du département de la guerre*

des Etats-Unis, fait savoir que la lueur de l'incendie était visible à 240 kilomètres de là.

(*Libération*, 11 *mars* 1945).

Ces réconfortantes informations sont largement diffusées dans la grande presse, sans émotion apparente. Cette même presse qui n'avait pas trouvé de mots assez forts pour stigmatiser le massacre des 300 innocents d'Oradour, conserve un parfait sang-froid en évoquant la carbonisation de dizaines de milliers de femmes et enfants « fascistes ».

Les personnes bien-pensantes, par contre, sont attristées par la révélation d'une pénible affaire.

Yves Bayet, directeur du cabinet du préfet de police, a été arrêté et incarcéré à Fresnes sur mandat délivré par M. Fayon, juge d'instruction, qui enquête actuellement sur les agissements des policiers chargés pendant l'occupation de rechercher les communistes. On reprocherait à Yves Bayet d'avoir assisté à Nantes, alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Loire-Inférieure, à l'interrogatoire et à la torture de patriotes appréhendés par le S.P.A.C. (*Service de police anti-communiste*).

Yves Bayet proteste de toute son énergie contre cette accusation. Son père, notre confrère Albert Bayet de Franc-Tireur, président de la Fédération nationale de la presse et membre de l'Assemblée consultative, s'élève avec indignation contre une arrestation qu'il dénonce comme la conséquence d'une basse machination politique.

(*Combat*, 12 *mars* 1945.)

Pendant ce temps, l'épuration fait rage chez les artistes.

Parmi la première liste d'artistes de toutes catégories dont les dossiers ont été examinés par la Commission d'épuration du Spectacle, nous relevons les noms de: Junie Astor, Richard Blareau, Jo Bouillon, Danielle Darieux, René Dary, Charles Dul'in, Fernandel, Pierre Fresnay, Georges Guétary, le quatuor Lœwenguth, Jacques Meyrau, Jean Paqui, Elvire Popesco, Max Revol, Henri Rollan, Michel Simon, Cécile Sorel et les Petits Chanteurs à la Croix de Bois (*abbé Maillet*). *Tous ceux-ci ont été « blanchis » par la Commission d'épuration. Par contre, un certain nombre d'artistes ont été suspendus pour une durée variant de deux mois à un an. Citons parmi les suspendus : Roméo Carlès, Christian Casadesus, André Claveau, Micheline Francey, Renaud Marie, Jean*

Servais. D'autres enfin ont terminé leur « pénitence » et peuvent reparaître en public : Jean Brochard, Irène de Trébert, Suzy Delair, A. Rognoni, Gabriello, Jacqueline Porel. L'examen des dossiers se poursuit.

(*Libération, 14 mars* 1945.)

Suite de la chronique de l'épuration: un petit entrefilet du « Monde » (16 mars) nous annonce l'exécution du capitaine André Demessine.

Domessine avait demandé à garder la Légion d'honneur et la croix de guerre qu'il avait acquises dans les rangs de l'armée française. Il est tombé en serrant dans ses mains le bouquet de fleurs que son amie lui avait envoyé.

Le même jour, l'amiral Esteva est condamné par la Haute-Cour. Fernand Pouey, dans ses impressions d'audience, rapporte les dernières paroles de Jean-Pierre Esteva avant le verdict.

« J'ai consacré à la France ma vie tout entière. Je l'ai servie partout, dans la marine et à Tunis avec un dévouement passionné. Si quelqu'un, n'importe où et surtout ici, pouvait croire un seul instant qu'il me soit arrivé de me tromper à un moment quelconque, qu'il sache bien que je le regrette et que ce ne pouvait être qu'aveuglé par cette unique passion: le service de la France. Je vous demande, Messieurs, de me renvoyer d'ici, libre, afin que je puisse m'adresser au gouvernement et lui demander de me permettre de continuer la guerre, de la terminer s'il plaît à Dieu, les armes à la main, cette fois, dans un poste qu'il plaira au gouvernement de me donner: le poste le plus dangereux je l'espère, même dans le grade le plus humble de la hiérarchie. »

Il y eut un silence poignant, puis des battements de mains vite réprimés. On remarqua qu'un juge s'était laissé aller à applaudir.

La Haute Cour se retira ensuite dans la chambre des délibérations.

. . . .

Sans forcer les mots, on peut dire que la 4e audience du procès Esteva atteignit au plus haut pathétique. Quand la Haute Cour, après une délibération de trois heures et demie, rentra en séance hier soir pour la lecture de l'arrêt, une série de scènes dramatiques avait, déjà l'après-midi, tendu

l'atmosphère. Sous les lustres immenses, tous les visages étaient crispés. Entre l'acquittement demandé par la défense et la mort réclamée par le Procureur général, qu'avaient décidé les juges ? D'une voix grave, le premier président Montgibeaux annonça la peine : détention perpétuelle, dégradation militaire, dégradation nationale, confiscation des biens...

Ayant entendu sa condamnation, Jean-Pierre Esteva tenta de se mettre au garde-à-vous. Il n'y parvint pas. Il était pâle, affreusement. Soudain, ce ne fut plus qu'un vieillard, qui se saisissait d'une main tremblante, pour s'en aller avec son garde, de la casquette d'amiral posée devant lui.

(*Libération, 16 mars* 1945.)

Le 17 mars, Drieu La Rochelle se suicide.

En province, les « incidents » se succèdent.

A la suite de nombreux attentats à la bombe perpétrés contre des magasins de la ville de Pau, le préfet des Basses-Pyrénées vient de décréter le couvre-feu à Pau et dans sa banlieue, de 21 heures à 4 h. 30 du matin.

(*Le Monde,* 17 *mars*

Et pendant que la grève des cinémas perturbe l'existence des Parisiens, les raids sur Berlin continuent.

Le nombre des victimes serait plus élevé que dans aucun autre bombardement. Des nappes d'incendies s'étendent dans la ville. L'asphalte brûle, les habitants s'enfuient des abris où ils sont asphyxiés. Des quartiers entiers sont abandonnés par les équipes de sauveteurs qui ne peuvent approcher les foyers d'incendie.

(*Le Monde,* 20 *mars* 1945.)

A Paris, les ménagères manifestent.

Une manifestation de ménagères, organisée par l'Union des Femmes Françaises pour protester contre l'insuffisance du ravitaillement à Paris, s'est déroulée hier après-midi sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

(*Le Monde,* 21 *mars.*)

Et les titres se succèdent: la ligue arabe a été constituée, l'Argentine a déclaré la guerre à l'Axe. On se bat dans Dantzig. Et pendant que les Américains préparent fébrilement la conférence de San Fransisco destinée à établir les bases d'une paix durable entre les nations, les Français sont occupés à rédiger leur première déclaration d'hommes libres, qu'il leur faudra déposer avant le 1er avril.

G. M.

CHRONIQUES

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Quand le ministère Debré donna son accord pour l'introduction, au Sahara, du trust pétrolier américain n 1, L'Express **et** France-Observateur, **crièrent (qui l'eut cru ?) à l'internationalisation et à la « braderie » du Sahara ! Nous sommes un peu de leur avis. Mais pour quelles raisons ces organes ne protestèrent-ils pas quand, il y a six ans, le gouvernement français introduisit le trust britannique n° 1,** Shell-Royal Dutch **dans le pétrole saharien, demande le pamphlet** Le Charivari **? Londres a des amis parisiens qui font défaut à Washington...**

⁂

Le ministre des Finances, M. Antoine Pinay, est fortement brocardé. A tel point que certains milieux politiques se demandent si les inspecteurs des finances de la rue de Rivoli ne forcèrent pas la note des mesures impopulaires pour rendre la place intenable au grand argentier. M. Pinay fut-il dépassé par les improvisations financières de dernière minute ? On l'assure. Pourquoi ne pas avoir fait appel au sénateur Marcel Pellenc, le seul homme qui ait dénoncé publiquement les « malfaçons » du budget ?

⁂

Les cœurs sont-ils libres et non influencés par les banques d'affaires qui soutiennent le gouvernement ? Il y a sept ans, quand le « louis » valait 4.300 francs, le souverain cotait 4.600. Aujourd'hui, la pièce anglaise dépasse 4.700 francs et le « louis » est affiché à 3.630 francs ! Malgré plusieurs dévaluations. A qui fera-t-on croire que tout cela est sérieux ?

⁂

La France connaîtra-t-elle de nouvelles émeutes des viticulteurs ? 1.800.000 vignerons vivent de la vigne familiale ou artisanale. A la production, les cours sont inférieurs à 50 francs par litre. Chacun sait la somme qu'il paie au détail pour un vin qui n'a pas toujours la qualité du liquide sortant des chais du producteur. L'Etat brime ce produit-travail d'une taxe de 25 francs par litre, à la base... à laquelle viennent s'ajouter les impôts à chaque stade de la manipulation. Pour que le litre de vin soit « payant » à la production au tarif syndical de la viticulture, il ne devrait pas être cédé par le viti-viniculteur à moins de 65 francs le litre. Quand le travail ne paie plus, les paysans désertent la terre. Le plan de désertion des campagnes au profit des usines était préparé depuis cinq ans... Avec la progression du chômage, qui gagnera ? La France ou les planistes ?

⁂

La France a mauvaise presse auprès des autres puissances coloniales. La Constitution de 1958, qui a permis l'éclatement de l'Afrique noire française, a fait naître des idées d'indépendance un peu dans tous les coins de l'Afrique. Troubles au Congo belge, au Nyassaland britannique. « La France a ouvert les vannes » écrit un journal suisse. Nous ne sommes qu'au début. Les noirs revenant de voyages à Moscou se comptent par centaines.

⁂

Depuis plus de deux ans, la France ne pouvait obtenir la libération de ses fonctionnaires en service commandé, tel l'adjudant Cacciaguerra. Le roi du Maroc a offert notre compatriote en don de joyeux cadeau à son voyage en Corse. La presse française a applaudi. Sans discerner que la France était bafouée depuis plus de deux ans par son ancien sujet... Si le général invitait Mohammed V à Paris, peut-être aurions-nous des chances de récupérer le capitaine Moureau !

***

L'affaire des « ballets roses » rouvre une polémique, puisque les avocats assurent que les délits de mœurs sont en augmentation constante : la fermeture des « maisons closes » a-t-elle été une hypocrisie refusant à admettre le côté social de la prostitution « la corporation la plus vieille du monde » ? Il semble que l'on ait confondu la prostitution et le proxénétisme. De nombreux médecins assurent que la fermeture des maisons de tolérance a favorisé le « dévergondage » de la jeunesse et les pénibles conclusions de certaines « surprises-parties ». En 1957, il y eut 27 000 jeunes filles-mères en France, sans compter les avortements clandestins et les décès à la suite de manœuvres abortives.

***

Pétain avait dit : « Je tiens les promesses, même celles des autres », en créant la retraite des Vieux Travailleurs. De Gaulle a supprimé la retraite des Anciens Combattants qui atteint essentiellement les soldats « de réserve ». Touchera-t-il au « bénéfice des années de campagnes » des militaires de carrière ? La logique, n'est-ce pas...

***

A l'île de Ré, nouvelle résidence de M. Ben Bella, que la presse française a présenté comme un « sous-officier déserteur de l'armée française », des aménagements importants de confort ont été apportés pour cette rebelle présence. Dans la même résidence, le vainqueur de Verdun, à plus de 90 ans, n'a pas bénéficié du dixième de ces sollicitudes gaullistes.

***

Un record : à Toulouse, pour les élections municipales : 10 listes, 370 candidats. Beaucoup d'anciens députés. A la recherche d'un autre « fromage » ? Ou bien la municipalité deviendrait-elle plus « intéressante » que le Parlement depuis qu'il ne gouverne plus ?

***

L'Africain **(d'Alger) a annoncé que les Etats-Unis ont livré 440 tonnes d'armes à la Tunisie. A la Tunisie ou au F.L.N. via Tunisie ? Ne pas oublier l'ultimatum de M. Bourguiba à la France : ou l'indépendance de l'Algérie ou nous récupérons Bizerte ! Il est vrai que, lorsqu'il aura obtenu l'un, il grignotera l'autre...**

***

Quoi qu'en disent les commentateurs officiels — surtout ceux de la R.T.F., d'une platitude de propagande gouvernementale à toute épreuve — les premières élections partielles n'ont pas été favorables à l'U.N.R. Il est encore trop tôt pour discerner si l'U.N.R., qui a bénéficié des 2 500 000 voix poujadistes de 1956, suivra la même pente descendante que l'U.D.C.A. après les déceptions apportées par la nouvelle Chambre. Les voix communistes sont en net progrès, tandis que les essais de cartel socialiste et radical ne donnent pas de résultats probants. Apparition d'un slogan : « L'U.N.R. c'est la vie chère ». Dans la Nièvre, au Conseil général, et ancien fief de M. Mitterand, un S.F.I.O. a remplacé un indépendant, tandis que dans l'Eure, un radical-socialiste a remplacé M. Mendès-France, autre radical-socialiste, grâce au désistement favorable du communiste. De ces premières indications — assez vagues, il faut le reconnaître — on peut déduire timidement que l'U.N.R. est déjà en perte de vitesse quand la personnalité du candidat n'est pas affirmée.

LES REVUES

PREUVES, N° 97.

D'un journal de voyage en Chine, par R.H.S. Crossman : « *A Moscou, je retrouvai les traditions de notre époque victorienne — les vices et la débauche tout comme les vertus familiales, l'ivrognerie et le libertinage tout comme le respect de la réussite. A Pékin, on est ramené deux cents ans en arrière — au puritanisme du* Paradis perdu *et au mélange de bigoterie et d'audace des* Dialogues *de Putney. Non seulement la prostitution, mais l'ivrognerie et l'adultère y sont prohibés... En règle générale, jamais un Chinois ne se laissera aller à critiquer les Russes, mais lorsqu'il s'agit de boisson ou de sexe, cette retenue ne joue plus. Par deux fois déjà, on a reconnu avec moi que les Russes étaient un peuple à tendances licencieuses, mais chaque fois mon interlocuteur ajouta en manière d'excuse : « il faut un certain temps pour effacer les vieilles habitudes du capitalisme décadent.* »

Dans le même numéro, Boris Souvarine consacre une étude à l'édition qui vient d'être faite aux Etats-Unis, par l'université d'Harward, du Journal tenu par Trotski pendant l'année 1935 ; Souvarine rapporte en détail un épisode qui ouvre des vues intéressantes sur les dessous de la presse « capitaliste » de l'époque :

En 1924 ou 1925, Krassine, alors ambassadeur à Paris, fit part au Politburo de propositions du Temps *: ce journal enverrait à Moscou un correspondant qui écrirait des articles apparemment critiques et impartiaux ; les éditoriaux cesseraient d'attaquer la politique soviétique ; après quelques mois, le journal deviendrait favorable à l'U.R.S.S. en politique étrangère ; puis les dépêches de Moscou prendraient aussi un tour favorable ; les éditoriaux de politique intérieure*

seraient libres de critiquer le bolchevisme ; le gouvernement soviétique payerait un million de francs par an (soit, environ, cinquante millions actuels). Krassine marchanda, offrit la moitié, ensuite les deux tiers et en référa au Politburo qui jugea l'opération inopportune et décida de l'ajourner : aucune chance d'accord avec la France n'existait alors. Or, note Trotski, il suffit de regarder Le Temps *de 1933 et 1934 pour constater que l'affaire fut conclue neuf ans plus tard..*

XXe SIECLE.

On pouvait beaucoup attendre, en 1959, d'une publication européenne intelligente et courageuse. Le XXe SIECLE, malgré la présence dans son équipe d'éléments de grande qualité, a préféré choisir l'optimisme officiel, le conformisme à tout prix...

On peut ainsi lire dans l'éditorial :

Depuis juin dernier, la France a changé d'âme, un pays qui s'abandonnait a repris cœur, un pays qui devenait l'ilote ivre du monde a retrouvé son prestige. Quel citoyen n'est conscient d'une telle transformation, qui tend à prouver que le mot souvent chansonné n'est pas si faux, selon lequel c'est « au bord du gouffre » que la France se retrouve ? Et de tout ceci, les Français rendent hommage au général de Gaulle. Non parce que, démiurge, il a accompli les miracles que certains attendaient de lui... Simplement parce qu'appelé par tout un peuple au moment où l'ombre de la guerre civile risquait de s'étendre sur le pays, il a su lui épargner des déchirements fratricides et lui rendre en même temps ce qui lui manquait cruellement et dont il avait la nostalgie vitale : une autorité incontestée et arbitrale garante du bien commun.

Quant à lui, le Chef de l'Etat, affirme : « *On n'aurait pas fait le monde sans la France. On ne le fait pas aujourd'hui sans elle, sans sa pensée et sans son action.* » (LE MONDE, 4 décembre 1958).

Un régime fondé sur les passions nationalistes avait besoin d'européens dociles et peu encombrants ; il n'aura même pas eu besoin de les chercher longtemps.

ARTS.

Cet hebdomadaire n'est le plus souvent que le reflet d'une certaine actualité « parisienne » assez vaniteuse et futile. On peut quelquefois y trouver malgré tout des articles brillants comme celui que Michel Mohrt consacrait le mois

dernier (11 février) à l'étude des frères Bromberger, *Les 13 complots du 13 mai,* pour la comparer à la célèbre *Histoire des Treize :*

Nous savions que seule l'imagination visionnaire d'un grand romancier pouvait rendre compte de la réalité sociale et de l'Histoire. Les Russes se sont mis à ressembler aux personnages de Dostoievski, et les maquisards à ceux de Malraux. C'est le 2 décembre 1852 qu'ont triomphé les « Treize », avec Saint-Arnaud et le duc de Morny. Eternelle politique et éternelle police ! Mais l'on s'étonne de voir des commentateurs politiques prendre aujourd'hui un air horrifié, dénoncer l'intrusion de l'armée dans la vie de l'Etat, crier au scandale, accuser Ferragus ! On ne leur demande pas d'apprendre l'Histoire de France. Qu'ils relisent seulement Balzac.

ECRITS DE PARIS.

Depuis six mois cette revue est séparée en deux parties bien distinctes : la première est consacrée aux problèmes politiques et historiques ; la seconde, sous la direction de Robert Poulet, à l'actualité littéraire. Elle comporte surtout d'intéressantes chroniques, mais pas assez de nouvelles, de récits, de textes d'humeur ; dans l'ensemble, cette tentative n'est pas aussi réussie qu'on pouvait le souhaiter.

Willy de Spens, dans le numéro de janvier, a publié une étude sur « Les colonnes infernales » pour montrer comment les problèmes de la pacification furent résolus par les *grands ancêtres* de 1793 :

Je sais bien que cela fait assez baderne de parler aujourd'hui de la Vendée. Barbey et le chevalier Destouches sont morts. Nerval a enterré avec lui le marquis de Fayolle. Un roman sur les guerres de Vendée relèverait aujourd'hui de la littérature régionaliste ; il faut être de son temps, comme dit M. André Billy ; au « Bonchamp mourant » *de David d'Angers répond le* « Guernica » *de Picasso. Allons plus loin encore ; pour qu'il soit bien démontré que notre cœur battait sur la place de la Bastille et devant le moulin de Valmy, non derrière les échalliers vendéens, admettons que les insurgés à la cocarde blanche avaient tort. Balzac l'affirme, qui écrivait pourtant à la lumière des deux flambeaux que l'on sait.* « *Là est la nation, la liberté, pense Marie de Verneuil, posant son regard sur les uniformes bleus râpés* » *de Merle et de Gérard. Puis, jetant un regard sur les royalistes :* « *Et là un homme, un roi, des privilèges.* » *A Sainte-Marie-de-Monceau, Drieu la Rochelle était le chef des républicains : on rossait dans la cour de récréation les petits monarchistes du boulevard de Courcelles. Ce ne fut que sur le tard que l'auteur de* Charlotte Corday *s'enrôla sous la bannière de la*

« Vendée internationale » et mal lui en prit. Que n'avait-il entendu la leçon d'Octave Feuillet, Normand comme lui, mais vrai Normand, rusé en diable sous ses airs de marguillier mondain ! Personne ne sait plus aujourd'hui que le père de Monsieur de Camors *est aussi l'auteur d'un roman « bleus et blancs » qui a pour titre* Bellah, *et dont le manichéisme réjouira les esprits bien nés : le traître porte le surnom significatif de* Fleur de Lys *et, à ce ci-devant infâme, s'oppose le paladin à cocarde tricolore, l'Amadis de l'Une et Indivisible, gentilhomme lui aussi, mais qui a* compris...

On peut regretter d'autre part que Robert Poulet n'ait pas continué une chronique qu'il intitulait « Mieux vaut en rire » : il ne s'agissait pas, comme on pourrait le croire, d'une tentative de pastiche, d'un à la manière de *France-Soir*, mais d'une sorte de recherche de la vérité, plus anxieuse que narquoise. En voici un fragment :

Nos lecteurs apprendront avec joie que Solange Laclos, la grande vedette de Mon cœur aux enchères, *du* Nez de Cléopâtre, *se remet peu à peu de l'affreuse crise morale où l'a plongée la mort de Laitou, son chat siamois. Toutefois — ne nous le dissimulons pas — il est possible que Solange soit obligée, pour retrouver son équilibre psychique après un tel coup, de divorcer d'avec Jean-Louis Ferblantier, le grand metteur en scène.*

A Copacabana, où séjourne la belle actrice, et où trois hectares de sable sec ont été passés au tamis pour lui épargner toute irritation de la plante des pieds, on a fort remarqué les assiduités après d'elle du chanteur Candy Littlehead, l'idole des cabarets new-yorkais. Lors des fêtes de la moisson, auxquelles assistaient toutes les célébrités au repos sur l'éblouissante plage brésilienne, Solange et Candy se tenaient par le petit doigt, comme en fait foi le cliché qui fut publié aussitôt par la presse illustrée des deux hémisphères. Il va sans dire que cette photo a causé dans le monde une immense sensation.

En l'observant attentivement, on apercevra sur la paume du chanteur une marque carrée, qui est la trace de la blessure qu'il s'est faite dernièrement en jouant du bilboquet devant les caméras de la télévision. On se rappelle l'émotion du public, qui se demandait si Candy pourrait encore pincer de la guitare...

Questionné par un de nos confrères, Jean-Louis Ferblantier a déclaré, lors de sa dernière conférence de presse : « Entre Solange et moi, il y a plus que de la tendresse : une même conception métaphysique de la vie... Au surplus, je suis le seul qui sache doser ses cocktails au gingembre et accorder son psaltérion. »

J.-P. B.

Dans *La Nation Française,* Michel Braspart, dans un article intitulé *Les Yeux ouverts,* pose des questions auxquelles, hélas, la réponse est facile.

« Pourquoi annonce-t-on avec persistance la mutation du général Allard en Allemagne ? Pourquoi la rumeur court-elle du départ du général Zeller ? Pourquoi les militaires sont-ils systématiquement écartés des centres vitaux de l'administration algérienne ? Pourquoi le colonel Lacheroy, a-t-il été prié de regagner Paris ? Pourquoi de mauvaises langues s'acharnent-elles à annoncer le démantèlement de la Xe région militaire ? Pourquoi, sous couvert d'un regroupement des forces en vue d'opérations offensives, des zones entières *semblent-elles* abandonnées aux actions du F.L.N. qui prend l'habitude d'inscrire, chaque nuit, un ou deux fermiers isolés à son tableau de chasse ? Pourquoi la grande presse parisienne *semble-t-elle* tirer de ces meurtres ou de ces crimes argument pour une négociation prochaine ? Pourquoi chacune des velléités favorables à « l'Algérie française », chez le Premier Ministre M. Michel Debré, *semble-t-elle* comme étouffée, ou retenue, ou freinée, ou contredite par quelque puissance obscure ? Pourquoi dit-on que M. Delouvrier aurait voulu, par trois fois, donner sa démission de Délégué Général ? De quel sourd malaise cette démission, trois fois offerte et trois fois refusée, *paraîtrait-elle* être le signe ? Pourquoi tous ceux qui auraient touché de près ou de loin au 13 mai *sembleraient-ils* être repoussés dans l'ombre, écartés du Pouvoir, et tenus pour des pestiférés... On pourrait poursuivre. La liste serait longue... Pourquoi ? Pourquoi ? »

LES LIVRES DU MOIS

CONTRE-AMIRAL R. DE BELOT. — « *La mer dans un conflit futur. Evolution de la stratégie navale* ». — (Payot).

L'Amiral de Belot, historien des guerres aéronavales dans le Pacifique, la Méditerranée et l'Atlantique, a conféré leurs leçons avec les formes actuelles des conflits armés, la géostratégie du monde contemporain et les progrès de la technique pour en déduire l'état de la stratégie navale et même tenter d'en inférer l'évolution dans le futur immédiat. A une époque où les stratégies (navale, aérienne et terrestre) sont étroitement imbriquées et mondiales, son livre suggère des conclusions qui, de toute part, débordent le domaine maritime et, à la lecture, le terrien s'y sent entre les mains d'un guide clair, objectif, au jugement sûr et pondéré. Dès les premières pages, une formule comme celle relative à l'importance de la maîtrise de la mer, qui est « considérable mais non pas décisive », le rassure et le convainc plus efficacement que les affirmations excessives de certains théoriciens de la mer ou de l'air.

L'auteur montre très lucidement l'évolution de la bombe atomique, dans deux sens opposés :

— la recherche de la puissance qui a conduit à la bombe thermonucléaire capable d'anéantir des pays entiers,

— la fragmentation de l'énergie atomique pour usage proprement militaire, combinée avec les conséquences des conceptions soviétiques sur la guerre froide, a abouti à la possibilité d'une gamme de formes de conflits armés différentes : la guerre technique totale ou thermonucléaire, contre laquelle il n'est qu'une parade : le « deterrent » ou dissuasion par la terreur d'un anéantissement réciproque, la guerre techniquement limitée à l'emploi militaire de projectiles atomiques, la guerre n'utilisant que l'armement conventionnel, la guerre mondiale et les guerres localement limitées.

D'un examen très complet et perspicace de la géopolitique et de la géostratégie contemporaines, il ressort que le monde soviétique s'efforce méthodiquement de refouler les Occidentaux de leurs bases mondiales qui l'enserrent, que ceux-ci sont ou risquent d'être obligés, surtout en Asie, de se replier sur la mer et de recourir à des bases flottantes ; mission qu'assument déjà, dans une certaine mesure, la VI[e] flotte américaine en Méditerranée et la VII[e] dans le Pacifique.

L'étude de l'organisation stratégique des Occidentaux fait rigoureusement ressortir ce qui fait sa faiblesse principale. C'est un ensemble de coalitions militaires locales destinées à s'opposer à la politique et à la stratégie mondiales des soviétiques et dont la propre politique générale est, en fait, menée par les U.S.A. qui sont loin d'être entièrement d'accord, sur tous les problèmes, avec leurs grands alliés occidentaux. « Un système doit être trouvé pour permettre aux puissances de l'O. T. A. N., qui ont des intérêts mondiaux, d'élaborer une politique commune ». (Maréchal Montgomery).

Après avoir envisagé les tendances des grandes marines et supputé les répercussions prévisibles du progrès technique sur la stratégie, l'Amiral de Belot arrive aux conclusions suivantes :

— Les forces armées ont maintenant pour but d'assurer le maintien de la paix et d'interdire la guerre totale sans limitations techniques ;

— La mer couvrant les trois quarts du globe et la navigation aérienne ne pouvant avant longtemps, se substituer complètement à la maritime, la maîtrise des océans restera, pendant plusieurs décennies, un élément essentiel de la puissance des nations ;

— Tout ce qui est susceptible d'augmenter la mobilité (vitesse et rayon d'action) est d'importance capitale (fusées, propulsion nucléaire, vitesse des avions) ;

— Le sous-marin atomique, seul moyen naval capable de se dissimuler et de se protéger sous un matelas d'eau efficace contre les engins nucléaires est le « capital-ship » des flottes de demain et l'élément déterminant de la future stratégie navale.

La dernière phrase de l'auteur est pour affirmer que : « L'Occident doit rester une thalassocratie » et son grand mérite est d'avoir amené son lecteur au point qu'il la tient pour une évidence.

JEAN PERRÉ.

Jacques Lanzmann : « VIVA CASTRO » (Fasquelle).

Jacques Lanzmann, certainement, a du talent. Ou plutôt, il a un talent, il a le talent de l'époque : vif, cursif, quelque peu débraillé, plein d'une confiance sans limites en soi-même, avec cette manière, pour « faire vivant », de livrer les coulisses de l'écriture, de faire confidence de la couleur de son papier pendant que l'on travaille ou de l'emploi projeté du prix du reportage tandis que l'on voyage.

L'auteur se trouvait au Mexique au moment où grondait à Cuba la révolte de Fidel Castro. Un avion l'emmène de là à La Havane où il tente de prendre quelques contacts avec les insurgés. Il parvient enfin à se rendre à Santiago, encerclée de toutes parts par les troupes rebelles maîtresses de la province de l'Oriente, d'où il projette de monter dans la Sierra afin d'y rencontrer les champions de la liberté. Le chef de la Sûreté gouvernementale vient entraver brusquement ces projets en précipitant l'auteur sans explications dans un avion haïtien en partance pour Haïti. Il met brutalement, du même coup, un point final à cette équipée cubaine.

Le livre se lit, comme il semble avoir été écrit, à bride abattue. Cela dit, une fois terminé, qu'en reste-t-il ? Quelques scènes de grand goût, truculentes et hautes en couleurs, comme l'arrivée du voyageur chez le délégué de l'Alliance Française : « Alors, comme çà, c'est pas Blancpain qui vous envoie ! » C'est admirablement observé.

Il reste aussi le souvenir d'un grand festival de tortures et de castrations, surtout de castrations. Au moindre prétexte, les partisans de Batista châtrent leurs adversaires... par séries allant jusqu'à deux cent cinquante !! Il y en a même tellement qu'à la fin on commence à être effleurés d'un doute. D'autant plus que Lanzmann n'a rien vu de tout cela par lui-même. Ce ne sont jamais que propos rapportés. Et d'autant plus encore que ce qu'il a vu et entendu directement ne va pas précisément en ce sens. Les chefs syndicalistes sont acquis au régime de Batista ? vendus naturellement ; les chauffeurs de taxis ? vendus, à la solde de la police ; les noirs (qui ne passent pas non plus, en général, pour des supports naturels de la réaction) ? vendus au régime d'op-

pression ! C'est curieux. Ailleurs, il nous dit qu'un million de personnes sur les six millions d'habitants du pays, bénéficiaient, sous une forme ou sous une autre, des subsides du gouvernement. C'est étrange. A ce point, cela devient une manne. Au reste, Lanzmann reconnaît que Cuba même est un pays pauvre qui est obligé de vivre des subsides américains et du tourisme. Un million de chômeurs — chiffre qu'il avance — c'est beaucoup en effet. Mais pourra-t-il désormais y en avoir moins ? « La capitale est comme une ville d'eau ; sans ses étrangers, ses estivants, elle se noie elle-même. » Ce sont précisément ces estivants qui font vivre le pays : les maisons de jeux pour étrangers n'ont pas été une invention de Batista.

Quel est donc le programme de Fidel Castro ? Quelles sont ses solutions ? Là-dessus, pas le moindre mot. L'on ne sait rien, sinon qu'il est toujours beau et flatteur de rêver distribuer une richesse que l'on ne possède pas.

En définitive, le livre de Lanzmann est avant tout un exercice d'humeur. Pour le reste, l'avenir nous renseignera mieux. Il nous a déjà appris la réouverture par Fidel Castro des maisons de jeux.

BERNARD VORGE.

LA SITUATION DE L'ESPAGNE EN EUROPE, *par Luis Sanchez Agesta* (Ed. de Caralli).

L'auteur commence par quelques déclarations sur le sujet et écrit qu'il faut donner aux lecteurs étrangers une connaissance complète de ce que sont en réalité les Espagnols.

Il les présente en toute objectivité au moyen de la science politique. Cette science, écrit-il, a un rôle primordial, qui consiste à éclairer la situation actuelle, à connaître le passé et à en faire les grandes lignes pour guider l'activité de l'avenir. C'est ce qui permet à l'homme politique d'avoir devant lui les possibilités qui existent sur son activité et de pouvoir se décider pour une d'elles.

L'auteur insiste sur le fait que la science politique connaît le passé, l'analyse, et scrute l'avenir, ce qui facilite les pos-

sibilités politiques. Il écrit qu'il va dresser un bilan ou un résumé de ce que furent les rapports de l'Espagne avec les nations européennes, unis par une série de principes juridiques.

Il poursuit son exposé avec le changement sensible que subit l'Espagne, tout en remarquant qu'elle va au devant d'un sentiment de méfiance. C'est alors que nait la légende noire. Il cite les efforts de Quevedo dans son œuvre : « La Espana vindicada » pour défendre sa patrie des attaques étrangères et insiste sur l'esprit défensif que Soavedra Fajardo déplore dans ses œuvres.

Il passe ensuite au 18e siècle où la légende noire atteint son apogée et cite Feijoo qui dirige un mouvement qui découvre à l'Espagne une nouvelle Europe : celle de la science expérimentale. A côté de Feijoo, le moine savant, figurent Cadolso et Jovellanos ; ce sont eux qui veulent découvrir aux Espagnols cette nouvelle conception de l'Europe, sûrs qu'ils s'y incorporent.

Il mentionne en détail la querelle des anciens et des modernes — ces derniers acceptant le message de l'Europe — qui se déroule à la fin du 18e siècle et passa au 19e qui se débat dans une position ambirolente (en ce qui concerne ses hommes les plus représentatifs et même ceux du 20e). Il cite à cet égard les Cortes de Cadix et les réactions qui s'y produisirent en faveur de la pensée européenne ou contre elle. Il explique la nouvelle division des Espagnols en « purs » et en « Européens » qui jalonne tout le siècle : Bolmes, Danoso Cortes, Unamuno, Orteva et Azvrin.

Mais que s'est-il passé en Europe durant ce temps ? L'auteur étudie alors l'évolution de la pensée chrétienne qui, selon lui, est comme un épisode dont le premier étage est la pensée grecque, l'autre, la romaine, et le toit la pensée germanique. En face de cette conception de l'Europe, une autre s'est élevée, qui commence avec le rationalisme, continue avec la technique et produit à la fin le socialisme et le marxisme.

Il précise ensuite que l'Espagne se sentit toujours solidaire de la première Europe, mais toujours méfiante et étrangère pour l'autre, même en sentant que ces 2 Europes sont vivantes à l'heure actuelle dans un mélange difficile et angoissant.

En se demandant quelle doit être l'attitude espagnole devant ce fait, l'auteur étudie le déplacement de l'axe du monde qui est aujourd'hui l'Atlantique et que unit l'Amérique à l'Europe, et il affirme que l'Espagne a une situation privilégiée dans le nouvel état de choses : pour cela, elle a le devoir de participer à la vie européenne.

P. BERNARD.

UN ACTE AUTORITAIRE A SIGNALER :

l'interdiction du Mouvement JEUNE NATION

Notre dernier numéro était sous presse le jour où le gouvernement du général de Gaulle a dissous et interdit le mouvement Jeune Nation, qui venait de fonder le Parti Nationaliste.

Nous ne nous étendrons pas sur l'aspect juridique de cette affaire, qui semble relever de l'arbitraire le plus absolu, ni sur l'appareil policier mis en branle à cette occasion. Nous remarquons simplement que le premier coup porté à un parti par le gouvernement depuis le 13 mai 1958 n'a pas été réservé au parti communiste, ouvertement au service de l'étranger depuis sa création, mais bien à un groupe de jeunes gens courageux, écœurés par les trahisons dont est victime notre pays depuis trop longtemps.

Le cri de guerre du PARTI NATIONALISTE est : « AIDER L'ARMEE FRANÇAISE PARTOUT OU ELLE SE BAT... » Les dirigeants de ce parti, comme ses militants, ont depuis des années, avec les moyens dérisoires et un courage étonnant, lutté suivant ce programme, partout où ils le pouvaient, contre les groupes anti-nationaux. Leur rôle dans le grand sursaut national de mai dernier fut considérable, et JEUNE NATION reste le seul groupe de jeunes capable de se manifester comme National jusqu'au cœur de la banlieue rouge de Paris.

Tant de foi et de bonne volonté, tant d'activité aussi, tant d'énergie employée à lutter contre les idées et les factions qui ont conduit la France où elle est aujourd'hui ne pouvaient manquer de désigner ces vrais nationalistes à l'ire des actuels gouvernants ainsi qu'à l'animosité systématique et aux calomnies incessantes de notre grande presse.

A l'heure où l'Algérie Française, terre d'Empire, est plus que jamais menacée, cette interdiction est symptomatique. Nos lecteurs apprécieront.

Quant à nous, nous protestons avec la dernière énergie contre des mesures brimant les nationaux, et laissant par ailleurs l'appareil du parti Communiste s'en prendre à notre armée en toute circonstance.

La revue Jeune Nation continue à paraître, bien que constamment menacée de saisie. Nous engageons vivement nos lecteurs à lire et à diffuser ce périodique dans toute la mesure de leurs moyens.

D. O.

Les livres étrangers

WEDEMEYER REPORTS. *par le général Albert C. Wedemeyer.* — Editions Henry Holt, New-York.

Voici un livre passionnant et capital, bourré de faits peu connus ou ignorés et de jugements politico-militaires d'une profonde lucidité. Après les ouvrages de John T. Flynn, « The Roosevelt Myth », de C.C. Tansell, « Back door to war », de George Morgenstern, « Pearl-Harbour », de John Beaty, « The Iron curtain over America », et du contre-amiral Robert A. Theobald, « The final secret of Pearl-Harbour », les mémoires du général Wedemeyer viennent se ranger dans cette bibliothèque déjà copieuse des ouvrages non-conformistes consacrés, en Amérique, aux dessous de l'entrée en guerre des U.S.A. en 1941, aux criminelles folies de Franklin D. Roosevelt et aux catastrophiques conséquences, pour le Nouveau comme pour le Vieux Monde, d'un gigantesque conflit dont l'U.R.S.S. fut la seule à profiter. Il convient toutefois de souligner que le gros volume publié par Wedemeyer n'a aucun caractère polémique. Le général qui, même s'il milita autrefois dans les rangs d'une organisation nationaliste telle que « America First », ne connut ni l'étouffement politico-moral et la calomnie comme le colonel Lindbergh, ni une prison infâmante comme d'aussi intègres patriotes que sir Oswald Mosley et l'amiral Domville, le général s'efforce de raconter ce qu'il a vu et ce qu'il savait avec une stricte objectivité de langage et de pensée. Il ne paraîtra partial qu'aux sectaires et aveugles idéologues de la démocratie qui, près de quinze ans après la fin de la guerre, se refusent encore à accepter les évidences les plus criantes.

Albert Coady Wedemeyer occupa, durant le dernier conflit, des fonctions importantes. Il servit sous George Marshall au département des plans de guerre, assista en tant que stratège à l'élaboration des opérations de débarquement « Boléro » et « Overlord », puis fut, de 1944 à 1946, commandant en chef américain en Chine à l'époque de la Mission Marshall. Il dirigea en 1947 une autre mission américaine en Chine. Son livre, « Wedemeyer Reports ! », est par conséquent un témoignage de grande valeur. On est heureux de signaler qu'il rencontre aux Etats-Unis un très satisfaisant succès de vente en librairie.

Nationaliste américain, le général Wedemeyer était opposé à l'entrée en guerre de son pays, surtout après le déclenchement du conflit germano-soviétique. Mais, comme les autres nationalistes des U.S.A., il assista, impuissant, aux

secrètes et tortueuses manœuvres bellicistes de Franklin D. Roosevelt. Ce dernier, « déterminé à pousser les Etats-Unis dans la guerre par un moyen ou par un autre, nous y manœuvra par ses activités, ouvertement contraires à la neutralité, contre l'Allemagne et par l'ultimatum final au Japon ». Wedemeyer pense que l'attaque de Pearl-Harbour fut « délibérément provoquée » par Roosevelt. Les U.S.A. étant entrés en guerre, Wedemeyer servit du mieux qu'il put son pays. Il suivit et contribua à l'élaboration de la stratégie U.S. Il constata malheureusement que les conseils et les avis des militaires pesaient de peu de poids sur les décisions du clan rooseveltien, au sein duquel régnait toute puissante une cohorte de « stratèges de drugstore », comme il les appelle, les Harry Hopkins, les Rosenman et autres Harriman. Il constata bien vite également que le clan rooseveltien ne poursuivait pas de buts précis ou ouvertement proclamés : or, note-t-il, « sans objectifs clairement définis, la guerre n'est qu'un ignoble massacre sans signification ». Quand, à Casablanca, en janvier 1943, Roosevelt formula sa demande de capitulation inconditionnelle de l'Allemagne, Wedemeyer jugea cette décision criminelle et folle tant du point de vue stratégique que du point de vue politique.

Ceux qui s'intéressent à ce que fut la stratégie américaine durant le deuxième conflit mondial, à ses dessous et aux tripatouillages qui la grevèrent, liront avec profit les mémoires de Wedemeyer. Retenons pour notre part que Wedemeyer considère Roosevelt comme le grand responsable et de l'entrée en guerre des U.S.A. et des désastreuses conséquences du conflit. Il juge durement Churchill, qui manqua totalement de la sagesse et de l'art politique de ses prédécesseurs qui firent de l'Angleterre une grande puissance, et qui n'arriva jamais à concilier ses conceptions fantaisistes en matière stratégique avec de bonnes décisions militaires. Il en vient à son ancien chef, George Marshall, qui fut en particulier l'envoyé spécial du président Truman en Chine en 1946, puis secrétaire d'Etat. Marschall était « avant tout un militaire qui ne connaissait presque rien aux complexités du conflit mondial... Lorsqu'il arriva en Chine, durant sa fatale mission, il était physiquement et mentalement trop fatigué pour apprécier correctement la situation... Il devint une proie facile pour les crypto-communistes ». Le général Wedemeyer s'étend longuement sur le sordide drame qui aboutit en 1948 à la conquête de la Chine par les communistes. Il a en effet suivi de près les événements qui précédèrent cette conquête.

Selon l'auteur de « Wedemeyer Reports ! », la débâcle chinoise commença avec Roosevelt : « Avant même que ses facultés se fussent détériorées durant son quatrième terme à la présidence, il était entouré d'intrigants et de « têtes

d'œuf » pro-communistes qui jouissaient du patronage de sa femme ». Puis il y eut Truman : « Ses déclarations ambiguës et contradictoires fournissaient au total la conclusion, soit que le gouvernement U.S. n'avait pas de politique en Chine, soit qu'il favorisait la soumission de la Chine à Moscou, tout en dissimulant de son mieux cette affreuse perspective ». Acheson, qui fut secrétaire d'Etat, ne valait pas mieux : « Durant son temps, la politique de « wait and see » et de « laissons l'orage se calmer » qui prévalait au département d'Etat rendit inévitable la conquête de la Chine par les communistes ». Quand Wedemeyer fut envoyé en Chine en 1947, la situation était terriblement compromise déjà. Dans un long et précis rapport qu'il envoya immédiatement à Washington, le général faisait état des besoins militaires et économiques urgents que recquérait Thang Kai Chek, faute desquels il serait écrasé par les Soviétiques. Or, ce rapport fut tout bonnement supprimé par Truman et Marshall qui n'en tinrent aucun compte. Il ne fut publié, en partie, qu'en 1949, par le département d'Etat dans son Livre blanc sur la perte de la Chine. Le drame chinois s'était alors joué. Grâce à Roosevelt et à ses héritiers idéologiques, l'U.R.S.S. avait avalé monstrueusement une nouvelle victime, et quelle victime ! un immense pays peuplé de cinq cents millions d'habitants.

P. HOFSTETTER.

LETTRE DE LECTEUR

La « Libre Amérique »

Aux camarades d'Europe,

Plains, Montana, U.S.A., le 10 février 1959.

Chers Amis,

En apprenant les pressions qui se font sur les mouvements patriotiques européens, cela me pousse à faire un petit reportage sur notre mouvement paysan ici, The Independent Farmers of Montana, inc.

Sans que les citoyens ordinaires le sachent, le Congrès des U.S.A., vers 1954, a délégué ses pouvoirs législatifs au ministre de l'Agriculture à Washington. Le ministère de l'Agriculture a organisé des comités locaux de paysans qui avaient le pouvoir absolu de décider qui pouvait planter, combien, quand, etc... Ce statut appelé le A.A.A. (Amendments Act), est une copie directe du statut agricole qui a vu le jour premièrement en 1935. Ces comités sont organisés tout à fait à la manière des Kolkoses russes. (Le Statut de 1935 était dû à l'entourage pro-communiste de Roosevelt).

Ces comités ont un pouvoir législatif, administratif et judiciaire tout à la fois et leurs décisions ne sont soumise au recours d'aucune cours de justice. Aucun recours à la loi pour le paysan. Ces comités ont infligé des amendes dans les cas innombrables, qui dépassaient 10.000 dollars. En effet, ils « défonçaient » les paysans qui résistaient et surtout les anti-communistes.

Je suis cultivateur de blé moi-même. Alors, le comité local a saisi mon lot (allotment) et l'a donné à mon voisin. Il m'est défendu de cultiver du blé. Le plus souvent, dans un tel cas, le payson disparaît et l'affaire est close. J'ai préféré le combat. Nous avons organisé le I.F.M., organisation paysanne anti-communiste. Le début a été favorable. Outre notre programme agricole, nous sommes très patriotes et nationalistes (Mouvement Pro-America). Par principe, nous n'avons pas adopté de position sur les questions européennes, mais tous nos adhérents sont d'accord que nos ennemis sont bien ceux dont vous vous plaignez. La vraie Amérique a intérêt à une Europe forte et le développement de l'Afrique par l'Europe est dans notre intérêt. Les Européens sont des nôtres.

Alors la gauche a infiltré notre organisation et on a intenté un procès contre nous pour diffamation, en demandant une amende de 100.000 *dollars, contre tous les responsables de notre mouvement, y compris moi-même.*

Actuellement, nous voudrions former une coalition de tous les mouvements de droite. Il p en a plus que 800 *aux Etats-Unis. Mais le plus souvent ils ne se connaissent même pas les uns les autres.*

Je vous écris afin de vous exprimer notre sympathie et vous dire que l'ennemi est partout le même. L'homme blanc se trouve au bord de l'abîme. Notre culture est en train de disparaître. Il est le temps de nous battre et nous devons connaître ceux qui sont nos amis, même en Europe, et surtout en Europe. C'est peine perdue que d'essayer de convaincre ou changer d'avis nos ennemis. Il faut organiser nos amis et ils sont légion.

DAVID A. LAWYER.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
Numéro d'impression : 372. Dépôt légal : 2e trimestre 1959.

omité
oisin.
dans
J'ai
nisa-
rable
riotes
cipe,
euro-
nos
vraie
ment
Eu-

tenté
une
s de

tous
tats-
pas

ie et
blanc
n de
vons
e, et
con-
nos

ER.